

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 18 décembre 2023 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°273 ■

LORS DE SON PROCHAIN
MANDAT AU CONSEIL
DE SÉCURITÉ DE L'ONU
**Attaf : «L'Algérie
œuvrera à renforcer
l'influence de
l'Afrique»**

P 16

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ GAZIER

L'Algérie, un acteur mondial incontournable

Avec plus de 50 milliards de m³ de gaz exportés annuellement, et des perspectives d'augmenter ces volumes, l'Algérie, qui abrite en 2024 le 7^e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), s'est imposée comme un leader de l'industrie gazière et un acteur incontournable dans le marché énergétique mondial. P 3



ONS

**Hausse du PIB de 27,3%
en 2022**

L'économie algérienne a réalisé une croissance de 3,6% en 2022 contre 3,8% en 2021, selon les derniers chiffres de l'Office national des statistiques (ONS), sur les comptes nationaux économiques 2001-2022. Cette croissance reste appréciable et est pour l'essentiel tirée par les activités du secteur agricole, l'industrie manufacturière, la production et distribution d'électricité, de gaz, et les hôtels-café restaurants, précise la même source.

P 2

ALLOCATION CHÔMAGE

**Plus de deux millions
de bénéficiaires**



Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, qui s'exprimait à l'ouverture hier d'un colloque «Emploi et entrepreneuriat en Algérie : réalité et perspectives», organisé par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) en présence également de membres du Gouvernement, a mis en avant les efforts du gouvernement consentis dans le domaine de l'emploi.

P 3

SPONSOR EXCLUSIF DE LA 31^e
ÉDITION DE LA FPA 2023

**IRIS, leader engagé
et innovant**



Grace à sa politique d'investissement continu, IRIS, le leader incontesté dans les domaines de l'industrie de l'électrodomestiques et du pneumatique en Algérie, réaffirme son engagement inébranlable envers l'économie Algérienne.

Dans un communiqué adressé à notre rédaction, IRIS annonce avec fierté son rôle de sponsor exclusif de la foire de la Production Algérienne (FPA) qui se tient à la Safex du 14 au 23 Décembre 2023.

P 4

CNEP BANQUE -ALGERIAN
STARTUP FUND

**Signature
d'une convention** P 3

GESTION ET DE TRAITEMENT DE DÉCHETS

**Vers une stratégie
nationale** P 5

CONTRIBUTION

**Penser un autre
système de formation** P 5

Par Rachid MEKSEN

PRISE EN CHARGE DE
L'INFERTILITÉ

Les dernières innovations présentées à Alger

La Société Algérienne de Médecine de la Reproduction (SA-MERE) en partenariat avec le laboratoire Merck a tenu son 10ème congrès annuel à l'hôtel Aurassi, les 14 et 15 décembre 2023, sous le thème « Outils d'amélioration des techniques FIV – ICSI, des opportunités et des limites ». Les professionnels de la santé et spécialistes de la procréation médicalement assistée ont pris part à cette rencontre pour partager et discuter des dernières avancées en termes de prise en charge de l'infertilité. Afin de faire face à ce défi mondial, plusieurs thématiques, en rapport avec la Gynécologie, l'Endocrinologie, l'Embryologie, les troubles utérins, l'Endométriose, la Génétique, l'Andrologie et la Médecine fœtale, ont été abordées pendant cette rencontre. Dans le cadre de ce congrès, Merck, leader sur le marché dans le traitement des troubles de la fertilité, a proposé un riche programme de formation médicale incluant un symposium médical ainsi qu'une session « Rencontre avec l'expert », tous deux, animés par l'éminent expert ; Dr Matheus Roque, Directeur scientifique de Master Prime, centre de médecine de la reproduction au Brésil. Comme chaque année et grâce à une stratégie centrée sur le patient, l'activité de Merck se focalise sur la personnalisation de la prise en charge des patientes souffrant de troubles de la fertilité, en traitant des thématiques telles que la stratification des patientes, la classification POSEIDON, la prise en charge des différents profils de patientes, ... Intitulé : « Comment choisir le traitement le plus efficace pour chaque profil de patiente ? » le symposium Merck, a traité les dernières avancées en médecine de la reproduction médicalement assistée offrant ainsi, des perspectives sur le futur du traitement de l'infertilité. En plus des conférences prévues durant ce symposium, Merck a offert aux participants la possibilité d'interagir avec Dr. Matheus Roque autour d'un cas clinique interactif dans le cadre d'une session « Rencontre avec l'expert ». Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de formation médicale continue mis en place par Merck dans l'objectif d'optimiser la prise en charge des couples souffrant de troubles de la fertilité, d'améliorer l'expérience des patients et de veiller à ce que les couples optimisent leurs chances d'avoir un bébé.

R E.

ONS

Hausse du PIB de 27,3% en 2022

L'économie algérienne a réalisé une croissance de 3,6% en 2022 contre 3,8% en 2021, selon les derniers chiffres de l'Office national des statistiques (ONS), sur les comptes nationaux économiques 2001-2022. Cette croissance reste appréciable et est pour l'essentiel tirée par les activités du secteur agricole, l'industrie manufacturière, la production et distribution d'électricité, de gaz, et les hôtels-café-restaurants, précise la même source.

Le PIB nominal passe de 25157,8 milliards de DA en 2021 à 32028,4 milliards de DA en 2022, soit une hausse en valeurs courantes de 27,3%. Selon le rapport de l'ONS, le déflateur du PIB en 2022 connaît une hausse de 22,9% après les évolutions de 2020 et 2021 avec respectivement (-4,7%) et 15,9%. «Ce niveau de déflateur du PIB s'explique en grande partie par l'augmentation des prix à l'exportation des produits des hydrocarbures (78,3%). Nous rappelons qu'en moyenne annuelle, le prix du baril est passé de 72,4

US\$ le baril en 2021 à 103,8 US\$ le baril en 2022», explique-t-il. Concernant la Consommation Finale des Ménages (CFM), l'ONS indique que cette dernière affiche en 2022 une croissance en volume de 3,5%, ce taux est en amélioration par rapport à l'année 2021 (1,6%). De leur côté les prix repartent à la hausse et le déflateur de la Consommation Finale des Ménages s'établit à 10,0% en 2022. S'agissant de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), ce dernier augmente en volume de 2,6% en 2022, après le taux de croissance de 0,4% de 2021.

Concernant les échanges extérieurs de biens et services, l'ONS notera que les importations affichent une légère baisse de 0,2% en 2022 contre une baisse de 4,5% en 2021. Les importations de marchandises enregistrent une diminution de 2,9% et celles des services ont évolué d'un taux de 22,7%. Les exportations affichent une légère hausse de 0,2% en 2022 contre une forte hausse de 11,5% en 2021. Les exportations de services connaissent une hausse en volume de 13,7% en 2022 contre une augmentation de 12,9% en 2021.

INDUSTRIE

L'appel du ministre Aoun aux investisseurs

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a appelé, samedi à Mostaganem, à l'impératif de s'orienter vers l'investissement dans les secteurs d'appui et complémentaires aux industries lourdes et manufacturières. Lors d'un point de presse animé à l'issue de l'inauguration de deux unités de production de chlore et ses dérivés et de chlorure de calcium dans la zone d'activités de Fornaka, M. Aoun a souligné que les investisseurs, locaux ou étrangers, sont appelés, dans le cadre de partenariats, à réaliser un investissement fructueux en vue de renforcer les capacités du secteur industriel national notamment en ce qui concerne les matières actuellement importées. Pour le ministre, la société saoudienne "Adwan Chemical Industries" constitue un modèle d'investissement direct étranger qui appuie le secteur industriel avec certaines matières utilisées dans les industries lourdes et manufacturières à l'instar du fer et de l'acier, appelant les autorités locales à accompagner les projets d'expansion qui génèrent des emplois. Au niveau de la zone industrielle Bordjia 1 et 2, dont le taux global d'aménagement a atteint 84%, M. Aoun a affirmé que l'Etat a assuré le raccordement aux différents réseaux (AEP, électricité, gaz et fibres optiques), avec une enveloppe estimée à 6,7 milliards de DA, en plus de réunir toutes les conditions idoines pour



l'installation des unités de production par les investisseurs et le lancement des travaux de réalisation dans les plus brefs délais. Concernant les assiettes foncières disponibles dans cette zone (317 parcelles à Bordjia 1 et 64 parcelles à Bordjia 2), le ministre a appelé à l'adoption d'une nouvelle approche de communication afin de se rapprocher des investisseurs et de faire la promotion des capacités offertes au niveau des zones industrielles. M. Aoun s'est, en outre, rendu à l'usine de fabrication de mobilier domestique (210 emplois) et à l'unité des industries agroalimentaires à base de maïs, et s'est enquis du projet en cours de réalisation de l'unité d'industrie mécanique (400 emplois), qui entrera en exploitation en mars prochain. Il a, également, procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation d'une

unité industrielle de fabrication des cartons d'emballage dans un délai de 30 mois, pour un coût de 12 milliards DA, soulignant à ce propos la nécessité de créer un réseau national de valorisation des déchets en carton récupérés, en ayant recours aux startups pour couvrir les besoins du marché national avant de procéder à son exportation. Dans la région de Souk Ellil (commune de Sayada), M. Aoun a clôturé sa visite d'inspection dans la wilaya par l'inauguration d'une unité de fabrication de prêt-à-porter (30 emplois), la pose de la première pierre pour la réalisation d'une unité de production d'engrais minéraux et combinés et d'améliorants organiques, et l'inspection du projet d'aménagement et de réhabilitation de la zone d'activités.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
*Eco*Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**Directeur de
publication
Radji ZahirSiège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.comccb : BDL 005
00170000003889 09Impression
Centre : SIADistribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ GAZIER

L'Algérie, un acteur mondial incontournable

Avec plus de 50 milliards de m3 de gaz exportés annuellement, et des perspectives d'augmenter ces volumes, l'Algérie, qui abrite en 2024 le 7e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), s'est imposée comme un leader de l'industrie gazière et un acteur incontournable dans le marché énergétique mondial.

Par *Sirine R/Agence*

Disposant d'importantes réserves de gaz naturel, l'Algérie est considérée comme un fournisseur fiable de gaz naturel par ses clients. Afin d'être toujours à la hauteur de ces engagements, elle a adopté une politique soutenue en matière d'investissement. D'ailleurs, le groupe Sonatrach a tracé un ambitieux plan de développement pour la période 2022-2026. Pas moins de 18 milliards de dollars seront investis dans le domaine gazier, pour la réalisation de plusieurs projets visant l'augmentation de la production, la transformation et la commercialisation de cette énergie propre, en vue de satisfaire des besoins nationaux et internationaux. « L'Algérie est reconnue pour être un distributeur et un fournisseur fiable de gaz naturel depuis plus d'un demi-siècle et elle compte le rester », soulignait le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de sa participation au 6ème sommet du GECF, en février 2022 à Doha au Qatar. Le président de la République avait assuré, à la même occasion, que le l'Algérie comptait « poursuivre le développement de ses ressources importantes en gaz naturel au mieux des intérêts de notre peuple et de la manière qui soit dans le cadre de la coopération et du partenariat ». Cet engagement de l'Algérie, visant à renfor-

cer sa position sur le marché mondial du gaz, est le résultat d'une longue expérience acquise dans cette industrie, d'où la décision du GECF de créer à Alger son Institut de recherche sur le gaz (GIR) et de choisir l'Algérie pour abriter son 7e sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, prévue à Alger du 29 février au 2 mars prochains. Cette reconnaissance conforte aussi le groupe Sonatrach, qui a réalisé d'importants projets, dans le cadre d'une stratégie axée, entre autres, sur l'exploration de nouveaux gisements, l'extension du réseau de canalisations, ainsi que le développement des capacités de liquéfaction. En termes de production, la quantité de gaz naturel produite avoisine en moyenne les 100 milliards de mètres cubes par an, dont plus de 50 milliards de M3 destinés à l'exportation, faisant de l'Algérie l'une des plus importantes sources d'approvisionnement en gaz au monde et le 1er exportateur de GNL en Afrique. Ces résultats sont obtenus grâce à l'augmentation de la production et des capacités d'exportation tant à travers les gazoducs qu'à travers les navires méthaniers exploités pour le transport du GNL. Encouragée par les résultats obtenus dans le domaine du GNL, la compagnie nationale des hydrocarbures envisage de développer davantage l'activité de liquéfaction du gaz naturel de manière à répondre à une forte

demande du marché mondial et étendre ses parts de marchés sur les contrats à terme (spot). Ainsi, les capacités de production de GNL ont été consolidées par l'entrée en production de nouveaux complexes de liquéfaction permettant de disposer d'une capacité globale de production de 56 millions de m3/an. Dans le domaine de la commercialisation, Sonatrach est parvenue à satisfaire les besoins du marché national et à honorer ses engagements à l'international, en occupant en 2022 la position de 1er fournisseur de gaz de l'Italie et le deuxième de l'Espagne. Elle a réussi aussi à occuper la position de 2ème fournisseur de GNL de la Turquie et de la Grèce. Au vu des évolutions du marché, Sonatrach compte poursuivre ses efforts d'investissement dans le secteur, avec l'ambition de doubler la production du gaz destiné exclusivement à l'exportation. Dans ce cadre, des projets ont été identifiés et devraient être lancés pour atteindre cet objectif dont la réalisation d'un nouveau gazoduc pour transporter du gaz naturel et alternativement de l'hydrogène et de l'ammoniac bleu et vert vers l'Italie. D'autres projets seront lancés visant l'amélioration de l'approvisionnement du marché mondial, grâce aux récentes découvertes de champs gaziers, devant générer une augmentation significative des volumes de gaz à l'exportation.

ENTREPRENEURIAT

Signature d'une convention entre CNEP Banque et l'Algerian Startup Fund

Une convention a été signée entre la CNEP Banque et l'Algerian Startup Fund pour le développement et soutien de l'écosystème entrepreneurial en Algérie. Paraphée hier dimanche, entre les deux parties en présence de Yacine Oualid ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie des Startups et de la micro-entreprise et et Laaziz Faïd, ministre des Finances. Cette collaboration reflète leur engagement à soutenir l'innovation, à encourager l'émergence de nouvelles entreprises et à stimuler la croissance économique du pays. Cette initiative de partenariat s'inscrit dans une vision de développement à long terme du pays. Ce partenariat entre la CNEP-Banque et l'Algerian Startup Fund marque également une avancée significative dans l'encouragement de l'entrepreneuriat qui a pour but de favoriser l'émergence de nouvelles initiatives et contribuer ainsi à l'évolution positive du paysage entrepreneurial en Algérie. Saluant à l'occasion, la coordination « active » entre les différents secteurs et acteurs concernés pour assurer une « meilleure relance de l'économie nationale, Laaziz Faïd, a d'emblée mis en exergue, « l'important rôle des startups dans l'équation économique algérienne, dans la création d'emploi notamment pour les jeunes ». Laaziz Faïd, a dans ce sens, réaffirmé la volonté politique de développer les domaines de l'innovation et de relancer les startups qui représentent un enjeu majeur dans l'ordre des priorités nationales en mobilisant toutes les ressources nécessaires pour organiser ce secteur prometteur et accompagner les porteurs de projets dans les différentes étapes. **R E.**

ALLOCATION CHÔMAGE

Plus de deux millions de bénéficiaires

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, qui s'exprimait à l'ouverture hier d'un colloque «Emploi et entrepreneuriat en Algérie : réalité et perspectives», organisé par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) en présence également de membres du Gouvernement, a mis en avant les efforts du gouvernement consentis dans le domaine de l'emploi. Il a précisé que la décision du président Tebboune d'instituer l'allocation chômage est intervenue afin de per-

mettre aux jeunes à la recherche d'un premier emploi d'avoir une indépendance financière et une protection sociale pendant cette période. Selon les derniers chiffres, le nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage en novembre dernier avait atteint 2.002.433 bénéficiaires. Par ailleurs, le ministre a souligné que ce dispositif par excellence représente une passerelle entre l'étape du chômage et au recrutement, en passant par l'étape de la formation. En effet, depuis le lancement du dispositif, et jusqu'au 30 novembre

2023, 31 078 bénéficiaires ont été nommés à des postes de travail, dans le secteur économique, en plus de 349.504 bénéficiaires qui ont été orientés vers les centres de formation. Une démarche visant à l'amélioration de l'employabilité de cette catégorie, en adaptant leurs connaissances au marché du travail. Dans le cadre de ses intenses efforts en matière d'emploi, «l'Algérie a adopté l'approche entrepreneuriale comme nouvelle culture à prescrire aux jeunes», a indiqué, pour sa part, le président du CSJ, Mustapha Hi-

daoui, dans une déclaration à la presse en marge de cette rencontre. L'organisation de la rencontre, s'inscrit en droite ligne des orientations de l'Etat visant à améliorer les dispositifs d'emploi pour les mettre au diapason des exigences du marché et de chaque conjoncture, et dans le cadre du souci d'accompagner les jeunes, notamment les porteurs de projets, à travers les espaces d'échange d'expériences, pour assurer la réussite de différentes initiatives et idées créatrices de richesse, qui favorisent l'implication des

jeunes dans le développement national, selon les organisateurs. Il est à noter que plus de 300 jeunes ont pris part dimanche à Tizi-Ouzou au colloque «Emploi et entrepreneuriat en Algérie : réalité et perspectives», dont les travaux se poursuivront aujourd'hui lundi. Ce colloque sera sanctionné par une série de recommandations visant à l'amélioration du climat de l'entrepreneuriat, annonce Hidaoui, qui seront soumises au gouvernement.

Slimane T.

SOMMET DU GECF À ALGER DU 29 FÉVRIER AU 2 MARS 2024

Une confirmation du rôle important de l'Algérie sur la scène énergétique mondiale

L'organisation à Alger du 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), du 29 février au 2 mars 2024, traduit le rôle important de l'Algérie au sein du forum et sur la scène énergétique mondiale, sur fond d'une conjoncture marquée par l'importance cruciale du gaz dans la sécurité énergétique, a indiqué, dimanche, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. «L'organisation d'un événement aussi important en Algérie dans une conjoncture très particulière, marquée par l'importance cruciale du gaz dans la sécurité énergétique et dans la transition énergétique traduit le rôle important que joue l'Algérie

au sein du GECF, en tant que membre fondateur, et sur la scène énergétique internationale en tant que fournisseur fiable de l'énergie», a déclaré le ministre à l'APS. A travers la "Déclaration d'Alger" qui couronnera la journée du sommet, le 2 mars, "il s'agira pour l'Algérie, en sa qualité de membre fondateur du GECF, de contribuer avec les pays membres de cette organisation à façonner l'avenir énergétique en tant que défenseur mondial du gaz naturel et plate-forme de coopération et de dialogue", a-t-il poursuivi. L'objectif est de "soutenir les droits souverains des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel et de contribuer au développement durable et à la sécurité

énergétique mondiale", a-t-il ajouté. Faisant observer que la Déclaration du sommet constituera le document principal de l'événement, M. Arkab a précisé que ce document était en cours de discussions au sein du groupe de travail ad hoc de haut niveau (High Level Ad hoc Working Group) du GECF que l'Algérie préside, et devrait "refléter les objectifs et la Vision du GECF qui consiste à faire du gaz naturel la ressource centrale d'un développement inclusif et durable". La Déclaration d'Alger reflètera ainsi la vision et la position communes du GECF sur diverses questions liées au gaz, telles que le rôle du gaz dans la transition énergétique, l'importance de l'infrastructure

gazière et des investissements, la promotion du gaz en tant que source d'énergie propre et fiable, et le renforcement de la coopération gazière et du dialogue avec d'autres parties prenantes. Le Sommet, qui aura lieu au CIC Abdellatif Rehal, verra la participation des Chefs d'Etat, de ministres et de hauts responsables des pays membres, au nombre de 12 (l'Algérie, la Bolivie, l'Egypte, la Guinée Equatoriale, l'Iran, la Libye, le Nigéria, le Qatar, la Russie, Trinité-et-Tobago, les Emirats arabes unis et le Venezuela) ainsi que et les pays observateurs du GECF, au nombre de 7 (l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Irak, la Malaisie, la Mauritanie, le Mozambique, et le Pérou).

FOIRE DE LA PRODUCTION ALGÉRIENNE
Mobilis prend part à la 31^e édition

L'opérateur mobile public Mobilis a indiqué, dimanche dans un communiqué, que sa participation à la 31^e édition de la Foire de la production algérienne (FPA) venait confirmer sa position en tant qu'opérateur technologique et « principal acteur dans la dynamique du développement économique du pays ». Placée sous le slogan « L'entreprise productive, base de la croissance et du développement économique », cette participation vient confirmer le « soutien de Mobilis aux efforts consentis pour la promotion de la production locale », ajoute la même source. Prenant part à cet événement organisé au Palais des expositions (Alger), l'opérateur Mobilis propose, à travers un espace d'exposition situé au Pavillon central, « une offre exceptionnelle dédiée aux startups avec un abonnement gratuit d'une année, et ce dans le cadre de ses engagements d'appui aux entreprises nouvellement créées dans le marché national », conclut le communiqué.

SPONSOR EXCLUSIF DE LA 31^e ÉDITION DE LA FPA 2023

IRIS, leader engagé et innovant

Grace a sa politique d'investissement continu, IRIS, le leader incontesté dans les domaines de l'industrie de l'électrodomestiques et du pneumatique en Algérie, réaffirme son engagement inébranlable envers l'économie Algérienne.

Par Sirine R.

Dans un communiqué adressé à notre rédaction, IRIS annonce avec fierté son rôle de sponsor exclusif de la foire de la Production Algérienne (FPA) qui se tient à la Safex du 14 au 23 Décembre 2023. Une collaboration stratégique qui souligne l'engagement profond d'IRIS envers le développement économique du pays, son leadership multi-domaine, son engagement envers l'innovation, et son impact significatif à l'échelle nationale. En stimulant la production locale, en créant des opportunités d'emploi et en soutenant des initiatives économiques, IRIS renforce son rôle en tant que partenaire essentiel du développement des filières citées plus haut. IRIS saisie ce rendez-vous pour se rapprocher du citoyen Algérien qui est au cœur de sa stratégie, afin de lui faire découvrir ses nouveautés. Comme chaque année, IRIS promet de belles surprises ainsi que des promotions alléchantes sur toute sa gamme de produits. Au cœur de cette participation à la FPA réside le statut de leader multi-domaine

du groupe IRIS. Les performances de la marque lui ont permis de se positionner au premier rang de l'innovation technologique et permettre aux consommateurs Algériens d'accéder aux dernières technologies à l'instar de « Google TV » où IRIS était la 1^{ère} marque Algérienne certifiée par Google à avoir lancé cette technologie. Il est à rappeler que : « En 2014, IRIS a été élu 1^{er} producteur algérien, arabe et africain à produire le téléviseur Ultra HD-4K ; Novembre 2014, 1^{er} fabricant algérien à mettre sur le marché le contenu I-Smart Family qui permet aux Smartphones, Tablettes et Téléviseurs Full Smart d'interagir entre eux ; Juin 2015, 1^{er} fabricant algérien du téléviseur LED 4K le plus fin au Monde ; Fin 2015, élue meilleure entreprise innovatrice grâce à la tablette Twin Pro équipée de 2 systèmes d'exploitation (windows et android) ; Septembre 2017, 1^{er} Android tv en Algérie et Novembre 2022, 1^{er} Google tv en Algérie ». Dans le domaine pneumatique IRIS a également réussi à redéfinir les normes des produits pneumatiques du marché algérien et les positionner aux standards internationaux, un

marché qui dépendait à 100% de l'importation dont plus de 80% étaient d'origine chinoise. Le leadership continu de la marque dans ces domaines clés témoigne de l'engagement envers l'excellence et de la capacité à innover dans des secteurs diversifiés

Exportation Mondiale de Pneus IRIS

Au-delà des horizons nationaux, IRIS a étendu son influence à l'échelle mondiale; ses pneus, reconnus pour leur qualité et leurs performances inégalées, sont exportés avec succès vers plus de 28 pays sur les 4 coins du monde. Cette expansion internationale témoigne de la confiance mondiale en la qualité de la marque IRIS certifiée et homologuée par de prestigieux organismes internationaux; une réussite qui a été couronnée par la médaille d'honneur de l'export 2023 attribuée par Mr "AbdelMadjid TEBBOUNE" Président de la république. « L'internationalisation de la marque représente une fierté non seulement pour le groupe IRIS mais surtout pour l'industrie Algérienne », conclut la même source.

ZLECAF

L'Algérie abritera la Foire du commerce interafricaine

L'Algérie a eu l'accord du conseil consultatif de la zone africaine de libre échange (ZlecAf) afin d'abriter la prochaine édition de la Foire du commerce interafricain. La manifestation se déroulera au Palais des expositions de la Safex à Alger avec la participation de

plus de 2.000 exposants représentant plus de 75 pays de l'Afrique et d'ailleurs, comme l'a précisé l'ambassadeur de ce salon, Mohamed Amine Boutalbi, président du Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID). Il a fait savoir, dans une déclara-

tion à la presse, que cet événement, prévu au mois de novembre 2025, est de grande envergure, soulignant que plus de 30.000 visiteurs nationaux et étrangers sont attendus. « C'est une grande opportunité pour l'Algérie en vue de promouvoir ses produits et de renforcer ses

capacités d'exportation », a-t-il dit, tout en saluant l'intégration de l'Algérie à l'initiative africaine du commerce guidé. Une action qui, a-t-il dit, permettra aux opérateurs d'accéder facilement aux marchés africains et gagner en compétitivité.

Agence

ADHÉSION DE L'ALGÉRIE À L'INITIATIVE DE COMMERCE CONTINENTAL GUIDÉ

Le SG de la ZLECAf se félicite

Le Secrétaire général (SG) de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), Wamkele Mene s'est félicité, samedi à Alger, de l'adhésion de l'Algérie à l'initiative de commerce guidé sans barrières douanières, lancée dans le cadre de la concrétisation de l'accord de la ZLECAf, saluant les démarches de l'Algérie visant à renforcer sa présence commerciale dans les différents Etats africains. Dans une allocution prononcée lors des travaux du forum économique sur « l'initiative de commerce guidé » dans le cadre de la ZLECAf, en présence du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, M. Mene s'est félicité des efforts de l'Algérie et des différentes initiatives lancées par le Gouvernement pour une ouverture sur le marché africain et une expansion commerciale dans le continent, rappelant l'ouverture de nouvelles lignes aériennes et maritimes entre l'Algérie et des pays africains et l'ouverture de filiales bancaires algériennes dans ces pays, ce qui reflète « l'élargissement de la présence du secteur bancaire algérien dans les pays africains ». Le responsable a également salué les

grands pas franchis par l'Algérie en matière d'industrie, à même d'apporter « une valeur ajoutée au pays et de doubler les échanges interafricains », prônant, par là même, « l'exploitation optimale par les Etats africains des ressources disponibles et des potentialités pour créer une véritable intégration économique ». Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations a, de son côté, affirmé que l'adhésion de l'Algérie à cette initiative permettra aux opérateurs économiques d'avoir des échanges commerciaux avec leurs homologues des pays partenaires de l'initiative, et ce sans barrières douanières conformément à l'accord de la ZLECAf. M. Zitouni a appelé les opérateurs économiques algériens à tirer profit dès aujourd'hui des avantages accordés dans le cadre des échanges commerciaux avec les pays qui ont adhéré à cette initiative, afin de promouvoir les exportations algériennes hors hydrocarbures et de concrétiser les objectifs de l'accord de la ZLECAf visant à augmenter de manière significative le volume des échanges commerciaux entre les pays africains. Il convient de noter que l'initiative de

commerce guidé a été lancée lors de la 10^e réunion du Conseil des ministres de la ZLECAf, tenue le 7 octobre 2022 à Accra (Ghana). Les pays ayant adhéré à cette initiative à ce jour sont la Tunisie, l'Egypte, le Kenya, le Ghana, le Cameroun, le Rwanda, l'Ile Maurice et la Tanzanie en attente d'autres pays. Cette initiative vise à tester l'environnement opérationnel, institutionnel et juridique de la mise en œuvre de l'accord de la ZLECAf, à travers le lancement effectif des échanges commerciaux conformément aux avantages préférentiels prévus dans l'accord portant création de la zone, entre les Etats parties ayant rempli les conditions minimales pour entamer ces échanges. « L'adhésion de l'Algérie à cette initiative permettra d'atteindre les objectifs tracés par le président de la République relatifs à l'augmentation du volume d'exportations hors hydrocarbures, illustrant ainsi « l'intérêt majeur qu'accorde le Gouvernement pour réaliser la complémentarité continentale, étant une des priorités majeures de l'Algérie », a-t-il poursuivi. L'Algérie a rejoint l'initiative grâce à ses capacités et atouts, notamment après l'ouverture de fi-

liales de plusieurs de ses banques dans les pays africains, qui sont appelées à s'élargir à l'avenir, outre les nouvelles lignes aériennes ouvertes et les foires inaugurées pour l'exposition des produits algériens, a poursuivi le ministre. En marge de cette rencontre, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, s'est félicité de l'adhésion de l'Algérie à cet espace, qui permet de lever les barrières douanières qui constituaient « une entrave pour les exportateurs algériens », de même qu'elle contribuera à « augmenter les exportations hors hydrocarbures et de renforcer l'économie nationale », a-t-il dit. A son tour, le président du Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID), Mohamed Amine Boutalbi, a considéré que cet événement « important », est à même d'offrir davantage d'opportunités aux produits algériens afin d'accéder aux marchés africains, sans barrières douanières ou fiscales, ce qui permet de renforcer, selon lui, « nos capacités de production et notre présence dans les marchés africains ».

R. E.

CONTRIBUTION

Penser un autre système de formation

Par Rachid MEKSEN (*)

Beaucoup d'analystes continuent à s'interroger sur l'origine de la prospérité d'un pays et de chercher à identifier les déclencheurs qui pourraient alimenter sainement sa croissance sans trop de turbulences susceptibles d'en altérer la portée sur longue période.

A contrario, trop peu se risquent à expliquer, dans l'état actuel des choses et de nos connaissances, la nature du plafond de verre sur lequel viennent buter les autres pays qu'ils soient émergents, en situation de développement ou de stagnation voire de pauvreté.

Dans le premier cas, les facteurs productifs sont bien entendu déclinés comme étant source de croissance, ceux à quoi les institutions internationales rajoutent des données liées à l'environnement jouxtant l'économie : qualité des institutions, cadre juridique attrayant, absence de barrière hypothéquant la concrétisation des projets, viabilité des infrastructures et aussi faiblesse du niveau de corruption.

Dans le cas moins enviable des autres pays, on décèle des explications centrées sur cet environnement immédiat de l'économie, qui ne serait pas performant, voire miné de l'intérieur par des comportements inadéquats et bureaucratiques.

Dans sa froideur, cette observation ne peut être ignorée, elle vise sans les nommer ainsi aussi crument, des tares congénitales consubstantielles à toute une mécanique de la pensée et de la culture locales.

En effet, l'atteinte d'un niveau satisfaisant de croissance économique, sa pérennité sur un cycle durable et la qualité qu'il diffuse sur la société découlent en droite ligne du système d'enseignement façonné à cet effet, dans sa dimension éducative, sa visée technologique, son ambition pour l'innovation et sa portée en tant que statut à conférer à ses acteurs-apprenants.

Ce système en l'occurrence, dans ses deux volets scientifique et professionnel, se

représente comme un vaste réservoir qui capte sans discriminer, les jeunes élèves près à achever le cycle du collège, pour les canaliser vers leur vocation, laissant le soin au talent et à la performance de tout un chacun de sanctionner leur orientation finale dans un sens ou un autre.

A ce titre, on peut concevoir et édifier durant la première année des études secondaires (au lycée) des enseignements d'éveil des aptitudes et de découverte des capacités au travers d'enseignements à fort contenu scientifique et technologique pour déceler ces vagues de talents potentiels dont la société et l'économie manquent tant.

Les systèmes d'enseignement axés sur la valorisation des ressources humaines conduisent quasi automatiquement à la régénérescence d'une économie du savoir, de la connaissance et du recul des inégalités attribuées aux liens sociaux, génétiques et territoriaux.

La construction mentale des jeunes se fait sur des bases intangibles, admises par l'ensemble des communautés du savoir et s'en trouvent validées par leur apport indiscutable pour faire avancer le chemin que prendront leurs cadets, eux-mêmes convaincus par la démonstration apportée par sa pertinence.

Les sources réelles des avancées obtenues par l'économie allemande résultent de ces observations, qui dès l'apogée de Bismarck, ont été consacrées en tant que priorité absolue pour dessiner la grandeur du pays. On en voit les effets jusqu'à ce jour, au point où le recours à des appels migratoires massifs a dû se manifester pour alimenter cette force de traction que sont ces scientifiques et techniciens, véritables moteurs de la croissance. Le modèle allemand fonctionne ainsi sans montrer le moindre signe d'épuisement des fondamentaux sur lesquels il a été conçu, sans dogmatisme, mais avec le souci de le placer au dessus de toute convulsion politique.

Ailleurs aussi d'autres méthodes similaires s'agrègent pour façonner le succès de

l'économie, quand aux USA, par exemple, les jeunes élèves-étudiants sont livrés à un exercice infailible consistant à imaginer, à partir de kits fournis, des solutions nouvelles, des finalités inconnues voire des alternatives aléatoires visant à forger les esprits et à nourrir, dès ce moment crucial de leur vie, l'obsession de progresser à partir de la sollicitation exclusive des ressources cognitives.

Leur système d'enseignement les prédestine à ce rôle, la vie professionnelle les accueille pour amplifier leurs aptitudes apprises sur les bancs des écoles professionnelles pour les uns, des universités pour les autres, mais toutes deux canalisées pour se conjuguer et accroître leur productivité.

A contrario, un système de formation sclérosé à la base, érigé sur des comportements stéréotypés, maintiendrait en l'état le niveau de bien être général, sans aucune valeur ajoutée. Il serait formaté pour n'exiger aucun effort créatif, mais juste pour délivrer des attestations au terme d'un cursus qui ne permet d'entrevoir aucune visibilité de destin et pas plus de compétences pour satisfaire les exigences technologiques pour lesquelles l'économie est en attente. Par exemple, si des kits démonstratifs étaient proposés aux apprenants, pour illustrer leur dotation en mécanique, en électronique ou en sciences des matériaux, il leur aurait été demandé de confectionner un montage-type sur le modèle du schéma fourni, sans possibilité de le dépasser, et sans tolérer le moindre écart.

Ce sont ces aperçus sur lesquels nous souhaitons porter l'attention pour imaginer des systèmes d'éducation orientés, selon le cas, sur la performance et la prise en charge des complexités technologiques, ou bien des redondances bâties sur des visions passéistes et sans aucun attrait pour les jeunes générations.

(*) *Économiste, ancien DG ministère de l'industrie*

COOPÉRATION

Le ministre de l'industrie reçoit le SG de la Zlecaf

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a reçu, hier dimanche à Alger, le Secrétaire général (SG) de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) M. Wamkele Mene.

Selon un communiqué du ministère, les deux responsables ont évoqué lors de cette rencontre la stratégie qui sera adoptée pour renforcer les échanges des produits commerciaux produits en Afrique, et ce, dans le dans l'objectif de garantir la sécuritaire alimentaire et sanitaire et assurer une orientation vers une véritable industrie dans l'ensemble des domaines.

« Au cours de ces discussions les deux parties ont souligné l'importance du développement des industries mécaniques notamment l'industrie automobile, ceci en plus de l'agroalimentaire, des industries de transformation et de la production pharmaceutique » lit-on dans le communiqué.

Aoun a mis en exergue la nouvelle stratégie adoptée par le gouvernement algérien notamment les aspects liés au marché automobile et les nouvelles orientations et transformations concernant ce dossier : « Le ministre a assuré que le passage du montage vers la production est une priorité du gouvernement » ajoute la même source.

Quant à l'industrie pharmaceutique, le ministre a salué le grand rôle que l'Algérie a joué dans ce domaine, soulignant la nécessité de disposer des matières premières disponibles sur le continent africain pour parvenir à la souveraineté dans ce domaine, notamment la fabrication de médicaments qui limitent la propagation des maladies à l'intérieur du continent. Pour sa part, le SG de la Zlecaf a salué l'avancée notable de l'industrie algérienne et plus particulièrement le secteur de la production pharmaceutique qui exporte ses produits vers plusieurs pays africains et participent aux salons spécialisés du continent.

R E.

GESTION ET DE TRAITEMENT DE DÉCHETS

Vers une stratégie nationale

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, a affirmé, samedi à Tissemsilt la détermination de son département à mettre en œuvre la stratégie nationale de prise en charge de la gestion, de la récupération et du traitement des déchets ménagers, industriels et inertes. En recevant des explications sur l'opération de récupération du carton à l'unité relevant de l'Entreprise du centre d'enfouissement technique au chef-lieu de wilaya, Mme Dah-

leb a souligné que cette stratégie est basée sur des données techniques ayant prouvé une hausse de la valeur des déchets en Algérie, qui a atteint depuis le début d'année en cours 207 milliards DA contre 151 milliards DA en 2022. Cette stratégie vise à encourager les initiatives locales et nationales dans le cadre du recyclage des déchets, à sa tête le tri domestique suivi de la répartition des bacs par les communes et la collecte des déchets où chaque produit est trié, à l'instar du verre, du papier et

du plastique, a-t-elle indiqué, insistant qu'il faut œuvrer à développer une industrie nationale de ces bacs. La ministre a souligné, dans son intervention au siège de la wilaya lors d'une présentation de l'état d'avancement des projets ayant bénéficié au secteur à travers le programme complémentaire approuvé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au profit de la wilaya, que la vision selon laquelle les centres d'enfouissement technique des déchets sont au bout

du compte doit changer, soutenant que tous les déchets sont en grande partie des matières premières qui doivent être récupérées et valorisées écologiquement et économiquement. Elle a fait savoir que la quantité des déchets éliminés est estimée à 34 millions de tonnes dont 13,5 millions de tonnes d'ordures ménagères et que seulement 10 % sont valorisés, soulignant qu'il faut donc donner une valeur économique à ces déchets, surtout que les efforts se concentrent sur la récupération

de 40 % des déchets ménagers, de 50 % des déchets inertes produits des chantiers de bâtiment et de 30 % des déchets industriels d'ici 2030. Par ailleurs, la ministre a présidé une cérémonie de remise de 22 camions compacteurs au profit de 21 communes et de l'entreprise de nettoyage du chef-lieu de wilaya « Wanchariss Net » dont l'acquisition a coûté 180 millions de dinars sur le budget alloué à la wilaya, estimé à 1,9 milliard de dinars.

R E.

TOUGGOURT

Lancement de plusieurs opérations pour améliorer le cadre de vie de la population

Une série d'opérations de développement, tous secteurs confondus, ont été lancées dans les communes de Zaouia El-Abidia et du chef lieu de la wilaya de Tougourt dans le but de prendre en charge les préoccupations de la population locale et améliorer ses conditions de vie, ont indiqué samedi les services de la wilaya. La commune de Tougourt s'est vue accorder un projet de viabilisation et réaménagement, pour un montant de 28 millions DA, de plus de 12,9 km de rues et ruelles de la cité El-Bahdja et la réhabilitation du réseau d'éclairage public, ainsi que la pose de la première pierre, au niveau de la cité El-Moustakbel, pour la réalisation de 24 logements promotionnels aidés et d'une polyclinique, a indiqué la même source. La réfection d'un linéaire de quatre (4) km du réseau d'alimentation en eau potable, la réhabilitation du collecteur principal d'assainissement au quartier Errimel, l'aménagement de 12,5 km de rues au niveau du même quartier, font partie des opérations projetées pour le développement de la commune de Tougourt. Dans la commune de Zaouia El-Abidia, l'on relève le lancement d'un projet d'assainissement long de 1,5 km au quartier El-Basatine, la réhabilitation de trois (3) km du réseau d'éclairage public le long du chemin de wilaya (CW) reliant cette commune à celle de Mégarine, l'extension de la salle de soins de la cité 5 Juillet, en plus d'autres actions d'éradication des points noirs, d'aménagement et d'embellissement urbain. Le wali de Tougourt, Othmane Abdelaziz, a, lors du lancement de ces opérations de développement, mis l'accent sur le nécessaire respect des normes et qualité de réalisation des projets et de les livrer dans les délais impartis. Le chef de l'exécutif a, lors de sa rencontre avec la population locale, affirmé que cette visite de terrain lui a permis de s'enquérir des préoccupations qu'il œuvre à prendre en charge en fonction des moyens disponibles.

CONSTANTINE

Relance du chantier de l'EHS mère et enfant

L'usine de la marque italienne "Fiat", inaugurée le 11 décembre courant dans la zone industrielle de Taфраoui (sud de la wilaya d'Oran), est considérée comme une étape importante dans la relance de l'activité de la construction automobile en Algérie.

Les travaux de réalisation d'un établissement hospitalier spécialisé (EHS) mère et enfant à la circonscription administrative Ali Mendjeli, dans la wilaya de Constantine, ont été récemment relancés, a indiqué dimanche le directeur local de Equipements publics, Mohamed Tanka. A l'arrêt depuis plusieurs années pour des raisons techniques, le chantier de réalisation de cette « importante » infrastructure a été relancé après la levée de toutes les contraintes entravant son avancement, a fait savoir le même responsable qui a mis l'accent sur l'impact de cet hôpital spécialisé dans le renforcement de la cartographie sanitaire dans cette ville qui compte plus de 400.000 âmes. Lancé en travaux en mai 2015 dans le cadre d'un partenariat algéro-portugais, ce projet a été mis à l'arrêt en 2017



puis relancé en 2022, mais les travaux tournaient au ralenti à cause de contraintes administratives lesquelles ont été récemment levées, a-t-on rappelé. M. Tanka a affirmé que les services de la DEP s'emploient à assurer un suivi rigoureux à cette opération qui revêt un intérêt

stratégique pour le secteur local de la Santé. Les travaux de réalisation de l'EHS mère et enfant d'une capacité d'accueil de 120 lits affichent un taux d'avancement dépassant les 40%, selon les précisions fournies par les services de la DEP. Les services de la

DEP ont fait part de la mise en place d'un dispositif technique composé de représentants des directions des Equipements publics et de la Santé ainsi que de la wilaya, à l'effet de veiller au bon déroulement du chantier. La réalisation de cette infrastructure de santé devant être réceptionnée en 2025, a nécessité un investissement de près de 3 milliards de dinars, a-t-on rappelé. La future infrastructure qui sera composée d'unités pour les grossesses à haut risque (GHR), des blocs opératoires, un service de gynécologie-obstétrique, une unité de réanimation postopératoire, des laboratoires, des blocs d'accouchement et de néonatalogie, et autres structures d'accompagnement réduira la pression en matière du taux d'occupation du lit, a-t-on considéré.

EL OUED

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de véhicules

Un réseau criminel spécialisé dans le trafic de véhicules et de falsification de documents de véhicules activant dans le territoire national a été démantelé à El Oued, a-t-on appris dimanche auprès des services du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'El Oued. L'opération a été menée suite à l'exploitation des informations faisant état de mouvements suspects de membres d'un réseau criminel activant dans plusieurs wilayas. Des investigations approfondies ont été

enclenchées par les mêmes services pour l'arrestation des éléments de ce réseau, a-t-on expliqué. Les perquisitions et enquêtes sécuritaires ont permis d'identifier l'identité des membres du réseau criminel composé de dix (10) individus issus de la wilaya d'El Oued et d'autres limitrophes, selon la même source. Cinq (5) membres ont été arrêtés, dont un fonctionnaire des services d'une commune d'une wilaya voisine, tandis que les recherches sont toujours en cours pour l'arrestation des autres membres du ré-

seau, a-t-on ajouté.

Les premières perquisitions ont permis la saisie de trois (3) véhicules de différents types ainsi qu'une motocyclette, et les perquisitions sont en cours pour retrouver le reste des véhicules faisant l'objet de faux documents des cartes grises. Les cinq (5) individus arrêtés ont été déférés devant les instances judiciaires compétentes qui ont ordonné leur placement en détention provisoire, pour trafic de véhicules, faux et usage de faux, a conclu la même source sécuritaire.

OUARGLA/DOUANES

L'origine des marchandises soumises aux systèmes préférentiels thème d'une journée d'information

L'origine des marchandises soumises aux systèmes préférentiels a été au centre d'une journée d'information tenue mercredi à Ouargla en direction des opérateurs économiques, producteurs et exportateurs, à l'initiative de la direction générale des douanes algériennes (DGDA). Dans son intervention, le chef du service régional de contrôle à posteriori des Douanes, l'inspecteur Mourad Tabbi, a abordé la définition du concept de provenance des marchandises, l'origine ou le pays producteur constituant un élément clé pour l'opérateur économique afin qu'il bénéficie des divers avantages qui lui sont offerts lors des échanges commerciaux au titre des accords paraphés entre l'Algérie et de nombreux pays arabes et

étrangers. De son côté, le secrétaire de la chambre de commerce et de l'industrie "CCI-Oasis" de la wilaya de Ouargla, Khalil Sadek, a présenté aux opérateurs économiques les avantages accordés par le Fonds spécial pour la promotion des exportations (FSPE) au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, et les nouvelles dispositions tendant à promouvoir les exportations, dont l'octroi de primes supplémentaires aux exportateurs vers les pays africains et la numérisation du Fonds de promotion des exportations. Animée par des cadres du corps des Douanes algériennes et des enseignants de l'université "Kasdi Merbah" de Ouargla, cette journée a été riche en communications ayant trait à "la dynamisation des accords

préférentiels régionaux et commerciaux de l'Algérie, à la consolidation des acquis et aux règlements antérieurs contraignants liés à la notion d'Origine. Cette journée a donné lieu à la mise sur pied d'une exposition sur les produits d'entreprises activant dans la wilaya de Ouargla dans divers créneaux, dont le conditionnement et l'emballage des dattes, la fabrication des panneaux photovoltaïques, la production laitière et dérivés, et articles d'artisanat. Les participants, opérateurs et producteurs, ont, à cette occasion, pris connaissance des avantages accordés par les systèmes économiques douaniers susceptibles de conforter la compétitivité des entités économiques sur les marchés extérieurs, l'encouragement du

produit local et la promotion des exportations hors-hydrocarbures, a indiqué la chargée de la communication à la direction régionale des douanes algériennes (DRDA) de Ouargla, Farida Belhabib. Initiée en coordination avec la chambre algérienne de l'industrie et du commerce (ACACI) et l'agence nationale pour la promotion du commerce extérieur, dans le cadre d'une série de journées similaires arrêtées par la DGDA, cette rencontre, placée sous le signe "accompagner les entreprises pour la relance économique", s'assigne comme objectifs le renforcement des mécanismes d'accompagnement réel des opérateurs économiques et la promotion des échanges commerciaux et internationaux, a fait savoir la même source.

Le livre, les marchés et l'éducation

Avec l'extension de l'autorité de l'Argent et de la Science, les différentes autorités sont soumises à l'autorité de la divine Raison qui ne les préserve pas, mais les corrodent. Les autorités ne renvoient plus à leurs conditions de production, à l'expérience sociale et sa transmission.

Partie 5

DERGUINI Arezki (*)

Se penser dans un nouveau cours des choses

Le nouveau cours du monde et le piège de Thucydide[7]. Il va falloir désormais se penser dans ce cours des choses affecté par deux nouveaux cycles. Un cycle naturel où va s'inverser le rapport des humains aux non humains caractérisé par une instabilité climatique, et un cycle international qui va enclencher la sortie du monde non occidental du monde occidental et menacer d'inverser le rapport de « compréhension » des humains occidentaux au reste des humains. Le monde occidental a déjà peur d'être submergé. La décadence est un mouvement aussi naturel que celui de l'essor. Ces deux mouvements se succèdent. La décadence mal vécue par l'Occident ne fera qu'aggraver le sort de l'humanité. De même, l'inversion mal vécue du rapport des humains et des non humains. On peut supputer que l'avenir de l'humanité dépend largement du comportement des Blancs et des États-Unis quant à ces deux inversions. De leur déni ou de leur adaptation. Tomberont-ils dans le piège de Thucydide ? Choisiront-ils la sobriété ou la pauvreté ? Le mouvement de différenciation des centres de gravité mondiaux n'ira pas nécessairement jusqu'à une inversion complète des rapports de compréhension des différents mondes au contraire du rapport entre les humains et les non humains. Ils peuvent stabiliser leurs rapports à mi-chemin, dans un certain état de compréhension mutuelle. Les Blancs se retrouvant blancs parmi les gens de couleur et les Occidentaux parmi les êtres humains et non humains en compétition coopérative. Il reste que l'imaginaire humain, et occidental en particulier, désormais plus attaché au passé qu'à l'avenir, semble exclure une telle possibilité de déclassement et n'encontre que la guerre pour préserver une position indéfendable.

Pensée du monde et centres de pensée. Le monde se pense par ses centres de pensée[8]. Des centres qui se disputent et se partagent la pensée du monde. Ces parties se pensent donc inégalement. En postcolonie, nous nous pensons moins que nous sommes pensés par ces centres. Les États autoritaires ne se pensent pas dans le monde, ils imposent une pensée du monde, la pensée d'un centre du monde dans laquelle ils chercheront plus ou moins à se penser. Le monde ne se pense jamais complètement, il échappe en partie à sa pensée. L'Occident a cru le monde à portée de sa pensée, voilà qu'il lui échappe. Avec la Révolution scientifique la pensée croyait pouvoir se rendre maîtresse du monde, croyait que le monde allait se résorber dans la pensée, le réel se confondre avec le rationnel (Hegel). Avec la crise climatique, la pénétration de la pensée dans le monde se fait plus profonde, mais plus fragile. La pensée dans le monde se fait moins assurée, le monde dans la pensée se fait plus rebelle. Pour notre société, la pensée a connu trois moments. Après le choc colonial et la domi-

nation coloniale, subjuguée, elle cherche à se définir en faisant sienne la pensée du vainqueur, la pensée qu'il se fait de l'humain et du non-humain, de lui-même et du colonisé. Le colonisé refuse d'être rejeté hors de l'humanité, pour ce faire, la pensée indigène veut pénétrer la pensée du conquérant, l'élite adopte la politique de l'assimilation : « je suis humain comme vous ». Être dedans (l'humanité) et différent (musulman). Les moments de l'assimilation et de la séparation. Puis avec l'émigration et le refus de la société coloniale de s'assimiler la société indigène, la pensée indigène cherche à se définir dans la pensée mondiale, elle creuse la différence dans la pensée métropolitaine entre l'humain et le colonisé, elle commence à se penser dans l'écart entre l'universalisme de la pensée et la particularité des pratiques coloniales, elle mobilise des ressources mondiales, en opposant l'humain au colonisé. Ce n'est pas la société indigène qui a refusé d'être assimilée par la colonisation, c'est la société coloniale qui a refusé d'assimiler la société indigène. Ce n'est pas le faible qui refuse d'être assimilé par le fort, c'est le fort qui contient le faible dans la subordination de peur que ne lui échappe le rapport de domination et ne s'inverse le rapport de compréhension. Ce n'est donc pas la société indigène qui a refusé d'être dans la France, c'est la société de classes colonialiste qui a refusé d'accueillir en son sein la société indigène, qui a voulu l'intégrer comme la classe des sous-prolétaires. C'est la République française colonialiste qui a voulu construire une société à trois étages (les Français, les colons et les indigènes), dans un monde à trois étages et deux collèges (les citoyens colonisateurs de première et seconde classe et les non-citoyens colonisés). La pensée indigène entame ainsi son processus de décentrement vis-à-vis de la pensée métropolitaine, elle veut rendre son humanité au colonisé, elle cherche son centre de gravité dans la pensée occidentale entre pensée coloniale et décoloniale en progressant dans la voie anticolonialiste.

Faire sa place dans le monde ne s'identifie pas nécessairement à faire sa place dans la société. Cela est net dans le cas extrême où la société n'est plus dans le monde où l'individu quitte sa société pour ne pas quitter le monde. Mais cela était aussi le cas de l'élite indigène après qu'elle fut défaite par la colonisation. Faire sa place dans le monde signifiait quitter sa place dans la société pour faire sa place dans le système colonial. Être compris dans le système colonial, y faire sa place, mais ne plus être « compris » par la société colonisée, voilà la perspective dans laquelle pourront s'inscrire les élites subjuguées. Pour conserver leur place dans la société colonisée, elles inverseront leur rapport de compréhension avec la société, elles comprendront la société non plus de l'intérieur, mais de manière extérieure, à la manière du système colonial, sans la « comprendre » de l'intérieur, sans être comprises par elle. Voilà la première étape que la société indigène traverse pour entrer dans la société coloniale,

son élite doit abandonner son rapport de compréhension mutuelle avec la société pour celui de compréhension mutuelle avec la société coloniale étant donné la division de castes coloniale.

J'aime voir dans l'exemple du père de Ferhat Abbas, le Caïd, le faible qui se rend au fort, pour s'approprier du fort ce qu'il pourra laisser au fils. Un peu comme le caïd vaincu et contraint, mais non moins désireux de servir la France, pour mieux servir la société indigène. Ceux qui ont combattu à visage découvert ne sont pas toujours les plus méritants. Il a été dit précédemment que ce n'était pas la société indigène qui avait refusé l'assimilation, trop de monde voulait entrer dans la société moderne des colons, beaucoup voulait être « converti », mais le système de castes colonial, pour se préserver, ne pouvait pas les accueillir. Il craignait leur « retournement ». Il ne pouvait s'ouvrir à la société indigène, il craignait d'être submergé par la meute, d'être islamisé ou démocratisé. Il n'accueillera parmi l'élite de la société moderne que des éléments épars de l'élite subjuguée de la société indigène pour mieux les domestiquer.

Comprises par le système colonial, sans être en mesure de le comprendre, car toujours comprises et se comprenant comme vaincues et subalternes, tel fut le sort des élites indigènes au premier temps de la colonisation. Au second temps, les élites indigènes comprises dans le système colonial, se croyant en mesure de comprendre la France, crurent à un sort dans la France, elles opposèrent libéralisme et colonialisme. Ce n'est qu'avec les guerres de libération nationale et l'industrialisation occidentale qu'arrivera le troisième temps de l'expérience indigène. La société indigène pénétrera plus avant dans le monde, contrairement aux élites cantonnées. Ce fut alors le tour des indigènes, qui n'avaient pas de place dans le marché colonial, d'être jetés dans le monde pour devenir les travailleurs émigrés et les soldats des guerres mondiales et de l'industrie métropolitaines. Ils découvrirent d'autres offres mondiales : le combat des peuples pour le droit à l'autodétermination, les luttes de libération nationale. Devenir une nation, disposer de son État comme les nations exemplaires. Vient le temps de la postcolonie : « comprendre » le monde, pour être compris dans le monde, mais comme se comprenaient les nations dominantes.

Les moments postcolonial et décolonial, de la pensée occidentale du monde à la pensée non occidentale du monde. Pendant toute la période postcoloniale, la pensée de la société algérienne, sera ballotée entre les pôles de la pensée occidentale sans pouvoir établir de centre de gravité, autrement dit, sans pouvoir se penser par elle-même autrement que par un centre occidental de pensée. Puis avec l'émergence du monde de l'Asie de l'Est, la pensée de cette région s'autonomise dans le cadre occidental, se substitue à celle occidentale et va jusqu'à « comprendre » la pensée occidentale : on assiste à l'amorce d'une inversion du rapport de compréhension

entre la pensée du monde et la pensée occidentale. Après s'être logée dans la pensée occidentale, la pensée chinoise se met à « comprendre » la pensée occidentale. La pensée du monde par lui-même ne loge plus dans la pensée occidentale, elle la déborde, puis la renverse et la comprend comme une pensée du monde. La pensée non occidentale a trouvé des centres de gravité dans les sociétés non occidentales. La société extrême-orientale se pense dans le monde, le monde est pensé dans celle-ci. Sa pensée dispute désormais le monde à la pensée occidentale. Les États-Unis persistent à demeurer le centre de gravité de la pensée du monde, elles freinent l'effort de la pensée du monde à se donner d'autres centres de gravité. L'Inde cherche son centre de gravité entre la Chine, le monde musulman (que représente le Pakistan) et l'Occident, en s'efforçant de tenir ces trois mondes à distance. Un signe manifeste : une élite mondiale dispersée dans le monde. Les Émirats arabes unis s'efforcent d'accueillir le savoir-faire du monde, à l'image de Singapour, pour s'inscrire dans l'inversion du rapport de compréhension et se constituer en centre de gravité régional.

Il faut « comprendre » le monde pour pouvoir y faire sa place. Mais non pas comprendre le monde intellectuellement, assimiler la pensée qu'il a de lui-même, mais comprendre pratiquement, une pratique assimilant une autre pratique. De vouloir comprendre intellectuellement, mais pas pratiquement, à prendre une théorie qui circule et omettre une pratique qui ne circule pas, on échoue, on se perd dans l'intelligence que le monde donne de lui-même, on rate sa pratique : on imite et échoue, ou on finit par associer une théorie et SA pratique : on migre. C'est là le destin de beaucoup d'intellectuels au cours de la période postcoloniale. Le but de la pensée est de « comprendre » la pratique, de faire passer une pratique dans une autre pratique. Elle est un « pont » entre deux pratiques et apporte d'une pratique à une autre les moyens de se transformer. La théorie et la pratique se distinguent, se séparent, mais pour revenir l'une dans l'autre. Il n'y a pas de théorie décontextualisée, les pratiques circulent entre des contextes apparentés.

Notes

[7] Douze fois, le piège a débouché sur la guerre. Quatre fois seulement, celle-ci a été évitée selon Graham Allison, in Vers la guerre • L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide? ; Éditeur, Odile Jacob 2019.

[8] On peut ainsi définir le maître à penser, notion que l'on a utilisé précédemment, comme centre à penser.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

A suivre

APRÈS AVOIR AUGMENTÉ DE 74 % EN 2023 EN EGYPTE

Le prix de la livre d'or est passé à 23 040 livres

Les commerçants s'attendent à ce que l'or poursuive sa courbe ascendante qu'il a enregistré depuis le début de cette année jusqu'au premier trimestre de l'année prochaine.

Outre le fait que l'or est l'une des valeurs refuges les plus importantes au monde, les Égyptiens le considèrent comme une « obligation ». Il figure en tête de liste des outils de couverture contre toute crise.

Selon des statistiques, depuis le début de cette année, le prix d'un gramme de 18 carats a bondi de 74,6% après être passé de 1 414 livres au début de l'année à environ 2 469 livres récemment.

Le prix du gramme de 21 carats, qui est le plus échangé sur le marché égyptien, a également bondi de 74,5% après être passé de 1 650 livres début 2023 à environ 2 880 livres à l'heure actuelle. Le prix d'un gramme de 24 carats a également augmenté de 74,4% après que son prix soit passé de 1 886 livres au début de l'année à environ 3 291 livres lors des transactions récentes.

La livre d'or a enregistré une hausse de 74,5% après que son prix soit passé de 13 200 livres au début de 2023 à environ 23 040 livres à l'heure actuelle. À l'échelle mondiale, le prix de l'once d'or a augmenté de 12,4 % depuis le début de cette année. Le prix de l'once étant passé de 1 810 \$ fin 2022 à environ 2 035 \$ lors des dernières transactions.

En Égypte, le volume de la demande de lingots d'or et de livres continue d'enregistrer une croissance significative depuis le début de 2023, tandis que la demande de bijoux et la tendance à acheter de l'or travaillé ont diminué. Les données publiées par la Division de l'Or indiquent que les achats d'or des Égyptiens entre le début de 2023 et la fin septembre dernier se sont élevés à environ 24,9 tonnes d'or. Tandis que la demande de lingots et de pièces d'or a augmenté de 87,2 % par rapport aux 9 premiers mois de 2022.

D'autre part, les achats de lingots et de pièces d'or des Égyptiens ont diminué à 6,3 tonnes au troisième trimestre 2023.

TURKISH AIRLINES

Commande d'achat de plus de 200 avions Airbus

Turkish Airlines a annoncé sa demande d'achat de plus de 200 appareils Airbus, avec la possibilité d'acheter plus de 100 appareils supplémentaires, dans le cadre d'un plan couvrant la prochaine décennie.

Le groupe turc a expliqué dans un communiqué que les commandes s'inscrivent dans le cadre d'un « plan stratégique » pour la période 2023-2033. Son PDG, Bilal Akshi, a expliqué que le nombre total de nouveaux avions pourrait atteindre 355, ce qui ferait de cet accord l'un des plus importants de l'histoire de l'industrie aéronautique.

La société turque a confirmé dans son communiqué avoir passé des commandes pour l'achat de 230 avions, avec le droit d'acheter 125 avions supplémentaires.

De son côté, Airbus a indiqué que le nombre d'avions neufs n'est que de 220, et que les dix autres avions avaient déjà été commandés par la compagnie turque en septembre. La société a indiqué



que la nouvelle commande comprend 150 avions A321neo et 60 A350-900. La valeur de la commande est de 40 milliards de dollars. Mais le

prix final d'un avion est souvent inférieur à sa valeur car les constructeurs proposent des réductions pour les grosses commandes.

La flotte actuelle de Turkish Airlines est répartie à parts égales entre Airbus et Boeing, mais la nouvelle commande renforce grandement la position du constructeur européen.

"La commande d'achat d'avions de dernière génération est une indication de la vision audacieuse de Turkish Airlines", a déclaré Christian Scherer, PDG d'Airbus.

La compagnie turque exploite des vols vers plus de 120 destinations mondiales depuis le nouvel aéroport international d'Istanbul. Elle a expliqué que le nouvel accord comprend des commandes distinctes de la société britannique Rolls-Royce pour la fourniture de moteurs et de pièces de rechange pour l'avion A350.

LES COMPAGNIES MARITIMES ÉVITERONT LE CANAL DE SUEZ

MSC Mediterranean Shipping Coemboîte le pas à Moller-Maersk

Deux grandes sociétés de fret, dont MSC Mediterranean Shipping Co, la plus grande compagnie maritime de conteneurs au monde, ont déclaré samedi qu'elles éviteraient le canal de Suez alors que les milices Houthis au Yémen intensifiaient leurs assauts contre les navires commerciaux dans la mer Rouge.

Les Houthis du Yémen ont attaqué des navires en réponse à la guerre à Gaza sur une route qui permet au commerce Est-Ouest, et en particulier au pétrole, d'utiliser le canal de Suez pour économiser le temps et les dépenses nécessaires au contournement de l'Afrique. En conséquence, les primes d'assurance contre les risques de guerre ont augmenté.

Le MSC Palatium III, battant pavillon libérien, a été attaqué vendredi par un drone dans le dé-

troit de Bab al-Mandab, au large du Yémen, à l'extrémité sud de la mer Rouge, selon les Houthis.

Aucun blessé n'a été signalé, mais le navire a subi des dommages causés par un incendie et a été mis hors service, a indiqué MSC dans un communiqué. Un autre navire battant pavillon libérien, le Hapag Lloyd's Al Jasrah, a été touché par un missile, a indiqué l'armée américaine.

L'A.P. du Danemark Moller-Maersk a suspendu vendredi toutes ses expéditions de conteneurs via Bab al-Mandab jusqu'à nouvel ordre, et a été rejoint samedi par la société suisse MSC et le groupe maritime français CMA CGM.

"La situation se détériore encore et les inquiétudes en matière de sécurité augmentent", a déclaré CMA CGM dans un communiqué.

Le transporteur de conteneurs allemand Hapag Lloyd avait déclaré qu'il pourrait faire de même.

Les Houthis ont intensifié ces dernières semaines leurs attaques contre les navires et tiré des drones et des missiles vers Israël.

Le commandement central américain a déclaré que le destroyer lance-missiles Carney avait abattu samedi matin 14 drones lancés par les Houthis dans la mer Rouge.

Dans un communiqué, il a indiqué qu'il s'agissait de drones d'attaque à sens unique et qu'ils avaient été abattus sans dommage pour les navires.

La Grande-Bretagne a également déclaré qu'un de ses navires de guerre avait abattu une attaque de drone visant la marine marchande.

DUBAÏ

12,9 milliards de dirhams de transactions immobilières en une semaine

Les transactions immobilières au Département foncier de Dubaï se sont élevées, au cours de la semaine en cours, à plus de 12,9 milliards de dirhams, alors que le département a enregistré 3.888 ventes d'une valeur de 10,68 milliards de dirhams, dont 304 ventes de terrains d'une valeur de 3,53 milliards de dirhams et 2744 ventes d'appartements et de villas d'une valeur de 7,15 milliards de dirhams.

Les ventes foncières les plus importantes ont été d'une valeur de 940 millions de dirhams dans la zone de Palm Jumeirah, suivies d'une vente d'une valeur de 169,48 millions de dirhams dans la zone SaihShuaib 4, suivie d'une vente d'une valeur de 102 mil-

lions de dirhams dans la zone de Dubaï Maritime City.

La région de Wadi Al Safa 2 est en tête des régions en termes de nombre de ventes, avec 123 ventes, d'une valeur de 141,81 millions de dirhams, suivie par Al-Habiyah 4, enregistrant 31 ventes, d'une valeur de 815,56 millions de dirhams, et un tiers à Hind City. 4, enregistrant 22 ventes, pour une valeur de 26,27 millions de dirhams.

Concernant les ventes les plus importantes d'appartements et de villas, une vente d'une valeur de 500 millions de dirhams dans la zone de Palm Jumeirah a été classée comme la vente la plus importante, suivie d'une autre d'une valeur de 305 millions de dirhams dans la zone du deuxième

centre commercial, et enfin une vente d'une valeur de 66 millions de dirhams dans la quatrième zone d'Al Thanyah.

La quatrième zone d'Al Barsha Sud arrive en tête des régions en termes de nombre de ventes d'appartements et de villas, enregistrant 340 ventes pour une valeur de 303,57 millions de dirhams, suivie par la zone de Business Bay, enregistrant 327 ventes pour une valeur de 645,64 millions de dirhams, et la troisième à Dubaï Marina, enregistrant 252 ventes d'une valeur de 1,16 milliard de dirhams.

Les hypothèques ont enregistré une valeur de 1,77 milliards de dirhams, dont 79 hypothèques foncières d'une valeur de 364,35 millions de dirhams et 525 hypo-

thèques sur villas et appartements d'une valeur de 1,4 milliards de dirhams, dont la plus importante a été enregistrée dans la zone du deuxième centre commercial avec une valeur de 364,46 millions de dirhams et un autre dans la première zone de Jebel Ali d'une valeur de 98,92 millions de dirhams.

Concernant les dons, 236 dons ont été enregistrés, pour une valeur de 491,06 millions de dirhams, dont le plus important s'est produit dans la cinquième zone industrielle d'Al Qusais, d'une valeur de 73,31 millions de dirhams, et un autre à Al Thanyah 4, d'une valeur de 58,37 millions de dirhams.

CÔTE D'IVOIRE

Coris Bank vise l'acquisition des activités Banque de détail de Standard Chartered

L'initiative devrait permettre au groupe burkinabé, de renforcer sa présence déjà effective sur ce marché. La finalisation dépend des autorisations réglementaires.

Coris Bank International a récemment inclus le portefeuille de la banque de détail de Standard Chartered Bank en Côte d'Ivoire dans ses objectifs d'acquisition. Un accord en vue de cette acquisition a été annoncé le vendredi 16 décembre 2023. La finalisation de cette opération, subordonnée à l'obtention des autorisations réglementaires, est attendue dans les prochaines semaines. Cette acquisition marque la deuxième initiative majeure du genre pour le groupe financier burkinabé qui, cette année 2023,

s'est engagé à reprendre les parts de Société Générale sur certains marchés africains. Au Tchad les choses progressent avec un avis favorable reçu de la commission bancaire d'Afrique centrale le 5 décembre dernier. En revanche, l'acquisition des parts de SG Mauritanie avance plus lentement sur le plan réglementaire. « L'acquisition du segment de détail de Standard Chartered Bank en Côte d'Ivoire est une étape stratégique majeure pour renforcer la présence de Coris Bank International dans ce marché émergent. Nous nous engageons à continuer

de satisfaire notre clientèle privilégiée avec des offres enrichies de nouveaux produits et services innovants », a déclaré Idrissa Nassa, PDG de Coris Bank. Coris Bank est en effet déjà implantée en Côte d'Ivoire où elle propose une gamme de services bancaires. La filiale a enregistré une croissance significative en 2021 avec un bénéfice record de 19,7 milliards de FCFA, soit près de quatre fois le bénéfice de 2017. L'acquisition des activités de détail de Standard Chartered en Côte d'Ivoire devrait lui permettre de générer davantage de revenus sur

ce marché. Cependant les détails concernant le financement de cette acquisition, ainsi que des deux autres en cours, restent à préciser. Sur les neuf premiers mois de 2023, le groupe a réalisé des performances record, avec un produit net bancaire de 91,7 milliards de FCFA et un bénéfice net de 49 milliards de FCFA, les plus élevés depuis 2016. Toutefois, l'entreprise n'a pas publié suffisamment d'informations pour évaluer sa dette globale ou sa situation de trésorerie.

NIGERIA

La taxation ralentit le développement du secteur télécoms

Le secteur des télécommunications nigérian est soumis à une quarantaine de catégories d'impôts, de taxes et de redevances. Jusque-là, les efforts entrepris par les sociétés télécoms pour alléger la taxation se sont révélés vains. La taxation multiple constitue l'un des principaux obstacles au développement durable du secteur des télécommunications dans le pays, selon la Nigerian Communications Commission (NCC). C'est ce qu'a déclaré Adewolu Adeleke, commissaire exécutif chargé de la gestion des parties prenantes au sein du régulateur lors de l'atelier régional des parties prenantes qui s'est tenu à Kano. « Les multiples taxes et réglementations imposées sur l'entretien des infrastructures, les redevances d'impact sur l'environnement,

les redevances de collecte des déchets, en plus de la taxe sur la valeur ajoutée et de la taxe sur les ventes payées simultanément, augmentent le coût des services dont bénéficient les consommateurs », a déclaré M. Adeleke. Rappelons que les acteurs du secteur télécoms sont soumis à une quarantaine de catégories d'impôts, de taxes et de redevances. En octobre dernier, les opérateurs télécoms nigériens ont révélé qu'ils envisagent de varier les tarifs de leurs services d'un Etat à l'autre afin de résoudre les problèmes posés par la taxation multiple et les environnements commerciaux différents. Par ailleurs, le président nigérian Ahmed Bola Tinubu avait ordonné la suspension du droit d'accise de 5 % sur les services de télécommunications prévu par son

prédécesseur. Le chef de l'Etat entend placer les Nigériens au centre des politiques gouvernementales et s'attaquer aux mesures de politique fiscale défavorables aux entreprises et à la multiplicité des taxes. A cet effet, il a mis en place un comité présidentiel de réforme fiscale auquel la NCC a déjà soumis des recommandations. « Nous pensons qu'en donnant la priorité à une réforme fiscale globale, nous pourrions libérer tout le potentiel de l'économie nigérienne. Ces réformes devraient viser à simplifier le système fiscal, à éliminer les redondances et à promouvoir la transparence. Les gouvernements à tous les niveaux doivent collaborer pour créer une structure fiscale harmonisée qui favorise la croissance économique au lieu de l'étouffer », a ajouté M. Adeleke.

COGESTION DES PÊCHERIES DANS LES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

Négociation pour une mise à l'échelle du projet

Le projet de renforcement pour la cogestion des pêcheries dans les pays d'Afrique de l'Ouest (Copao) dont l'objectif est d'améliorer la gouvernance des pêcheries artisanales au Sénégal et dans les autres pays de l'Afrique de l'Ouest pour une exploitation durable des ressources halieutiques, tire à sa fin. D'une durée de quatre ans (2019-2023), le projet a été financé par le gouvernement japonais à travers la Jica à hauteur de 300 millions de francs Cfa. Après quatre ans de mise en œuvre du projet, les acteurs se sont félicités des résultats et plaident pour sa mise à l'échelle. A ce propos, l'expert à l'Agence

japonaise de coopération internationale (Jica) a-t-il annoncé que son pays est en discussion avec le gouvernement sénégalais pour élargir projet. « Il faut dire que la gestion des pêcheries est une lutte sans fin, alors nous sommes en pleine discussion avec le Sénégal pour aller à l'échelle. Ceci était une phase-pilote et nous souhaitons atteindre d'autres localités qui abritent des acteurs de la pêche pour que l'ensemble de ces acteurs puissent être intégrés dans les décisions », a assuré SugiyanaShunji à l'occasion d'atelier de restitution des résultats du projet. « Le projet a eu à exécuter des actions-clés qui impactent positivement la gouvernance de nos

pêcheries. Il s'agit, entre autres, du renforcement de capacités des parties prenantes à la cogestion ; du partage d'expériences de bonnes pratiques en matière de cogestion ; de l'élaboration et de la vulgarisation du guide de cogestion des ressources halieutiques, de l'ensemencement de naissains de cymbium ; d'expérimentation d'élevage de cymbium en aquarium ; de soutien d'activités de gestion des ressources en ormeaux », a renseigné le directeur de la Pêche maritime. A ces activités exécutées, il ajoute d'autres acquis tels que l'identification de méthodes et d'outils d'aide à la vulgarisation, l'élaboration des programmes et

supports de formation, l'identification d'activités prioritaires assorties d'un plan d'action et de vulgarisation de cogestion pour chaque pays. « Il ne fait aucun doute que ces résultats sont le fruit d'une bonne collaboration et d'un engagement pris par chacun de vous d'œuvrer en faveur de la gestion concertée des ressources halieutiques », s'est réjoui le Dpm. Les pays concernés par le Copao sont : le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée-Bissau, la République de Guinée, la Sierra-Leone, la Mauritanie et le Sénégal.

MAURITANIE

Consensus collectif sur la relance de la coopération régionale au Sahel

Le ministre de l'Économie et du Développement durable, M. Abdessalam Ould Mohamed Saleh, a participé à Bruxelles au 10e Groupe de contact de la Coalition pour le Sahel au niveau des Hauts fonctionnaires, à l'invitation du Haut représentant, M. Hamadi Meimou. La réunion a été tenue en présence du Président de la Commission de la CE-DEAO, M. Oumar Touray, du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Leonardo Santos Simão, du Représentant permanent de l'Union africaine auprès de l'Union européenne et des ACP Awad Sakine Ahmat, de l'Assistante secrétaire générale des Nations Unies pour l'Afrique, Mme Martha Pobee et de la Représentante spéciale de l'Union européenne pour le Sahel, Mme Emanuela del Re. Une quarantaine d'Etats ainsi que d'organisations régionales et internationales, du Sahel, d'Afrique et d'au-delà, ont réfléchi collectivement à la manière de travailler ensemble dans un environnement en mutation au Sahel. Le rôle central du dialogue politique régional, en particulier des médiations engagées à l'échelle de la CEDEAO, a été soulignée ainsi que l'urgence à réagir à la hauteur des défis posés par le contexte de défis politiques, sécuritaires et humanitaires exacerbés. Un consensus s'est dégagé sur l'importance de renforcer la coordination entre institutions et initiatives régionales au Sahel, dans l'esprit d'un renforcement efficace de l'intégration africaine, et de voir maintenu et renforcé l'appui des partenaires internationaux en matière de développement, de stabilisation et de sécurité.

MARCHÉ

2023 ou l’annus horribilis de la chine en bourse

Le marché chinois est totalement passé à côté du rallye des grandes places mondiales, le CSI 300 chutant de 13,7% depuis le début de l'année. Le pessimisme ambiant des investisseurs peut-il s'inverser l'an prochain?

Si il y avait bien un grand marché à éviter cette année, c'était la Chine. Sur l'ensemble de 2023, le CSI 300, qui regroupe les plus importantes capitalisations des bourses de Shenzhen et de Shanghai, plonge de 13,7% depuis le début de l'année. Une variation qui se situe à des années-lumière de la progression de 17,35% du CAC 40 ou encore du S&P 500 (+23%). Même la Bourse de Londres, le vilain petit canard des places occidentales, évolue en légère hausse (+1,3%). Précisons au passage que le Hang Seng de Hong Kong souffre tout autant sinon plus (-15,1%). Le CSI 300 évolue à son plus bas niveau depuis janvier 2019. L'année 2023 a pris la forme d'un cocktail de mauvaises surprises en Chine. La conjoncture n'a cessé de décevoir, avec une croissance qui risque de s'avérer inférieure à 5%, l'objectif de l'exécutif chinois, le FMI tablant pile sur un taux de 5% cette année.

Selon Bank of America, les investissements directs étrangers en Chine ont même basculé dans le rouge au troisième trimestre pour la première fois depuis que la banque américaine les suit.

L'immobilier souffre
L'immobilier a continué de peser sur l'activité, avec des craintes de faillite qui ont entouré le promoteur immobilier Country Garden dès l'été 2023 mais aussi et à nouveau Evergrande, dont la restructuration financière a inquiété les investisseurs. Plus largement l'immobilier se porte mal, avec des prix dans le neuf qui ont reculé en octobre pour le quatrième mois consécutif, alors que la pierre "représente environ 70% de la richesse des ménages chinois", expliquait en juin Jie Zhang, analyste chez le bureau d'études indépendant AlphaValue. Et selon une étude du Trésor français d'août 2022, l'immobilier en Chine représente entre 14% et 30% du PIB local, ce qui en haut de four-

chette constitue une proportion supérieure à celle des Etats-Unis avant la crise des subprimes de 2008. "Les investisseurs mondiaux ont été baissiers à l'égard de la Chine pendant la majeure partie de l'année 2023, l'aggravation des problèmes liés à la dette et au marché immobilier s'ajoutant à la déception suscitée par la réponse de Pékin aux questions relatives à la reprise post-pandémique", a expliqué fin novembre Chi Lo, stratège chez BNPP AM. "La prévision la plus répandue au moment de la rédaction de ce rapport était que la croissance du PIB se situerait entre 4,5% et 5,0% en 2023 et 2024. Les marchés boursiers ont réagi en chutant, malgré des valorisations qui semblaient déjà bon marché", détaillait-il alors.

Des investisseurs échaudés
Pour ne rien arranger, l'agence Moody's a dégradé la perspective de la note de crédit du pays début décembre, s'inquiétant de l'endettement de certaines villes et provinces qui pourraient pousser le gouvernement central à intervenir. Ce qui a accru la pression sur les places chinoises. Les tensions géopolitiques avec les Etats-Unis ont également pesé sur la confiance des investisseurs. Dans une lutte ayant pour enjeu la souveraineté technologique, Washington a par exemple resserré l'étau sur le fabricant de cartes graphiques Nvidia, restreignant davantage l'exportation de ses processeurs graphiques (GPU) vers la Chine. Le but de Washington reste de freiner la progression du pays dans l'intelligence artificielle générative, notamment dans les applications militaires et scientifiques. Il en résulte un désamour prononcé des investisseurs pour la Chine des investisseurs étrangers. "Les actions chinoises ont largement manqué la reprise générale (...), un enseignement de notre marketing est que la prudence reste de mise en ce qui concerne la Chine, les investisseurs n'étant pas disposés à se réengager après les re-

vers subis par nombre d'entre eux cette année", a exposé la banque Barclays la semaine dernière.

Des actions attrayantes?
L'année 2024 peut-elle marquer celle du rebond? Pas nécessairement. UBS table sur une nouvelle décélération de la croissance, avec une progression du PIB limitée à 4,4%. La banque suisse estime que la faiblesse de l'immobilier continuera de peser sur l'investissement ainsi que sur la confiance des consommateurs. Goldman Sachs est un peu plus optimiste, anticipant une croissance de 4,8%. "En l'absence de tout paquet de réformes structurelles convaincant, il pourrait être difficile de mettre fin au pessimisme généralisé qui caractérise les perspectives chinoises de long terme", prévient Lombard Odier dans ses perspectives pour 2024. L'intermédiaire de marché remarque également que le "consensus semble également s'accorder sur le maintien d'une politique concurrentielle et hostile (aux Etats-Unis, NDLR) envers la Chine ainsi que sur la nécessité de renforcer l'économie face à ce que les autorités perçoivent comme une menace chinoise, notamment par le biais de droits de douane et d'un accès limité aux technologies américaines". La banque privée suisse préfère en conséquence d'autres géographies (Etats-Unis, Royaume-Uni) à la Chine. "Si les autorités poursuivent leur récente politique d'assouplissement (monétaire, via des injections de liquidités, NDLR), le sentiment du marché devrait s'améliorer et nous pensons qu'il existe une chance raisonnable d'assister à un rebond durable des actions chinoises en 2024", juge pour sa part Chi Lo de BNPP AM. "Les investisseurs semblent attendre le moment où des mesures de relance plus efficaces et plus importantes seront prises en faveur du secteur de l'immobilier, ainsi que plus de clarté au sujet de l'élection de Taïwan en janvier", note Barclays. La banque britannique juge toutefois les actions chinoises attrayantes, parce que la confiance et les prises de positions ont désormais atteint le fond de la piscine.

CAC 40 Un responsable de la FED sème le trouble sur les taux

La Bourse de Paris termine sa course en territoire positif, à l'issue d'une semaine marquée par les décisions monétaires des principales banques centrales. Le CAC 40 progresse donc de 0,3% et bat un record en clôture. Cette séance des quatre sorcières - une journée boursière exceptionnelle au cours de laquelle quatre types de produits dérivés expirent simultanément - n'a pas été cauchemardesque pour la Bourse de Paris, qui achève la semaine en hausse. Le CAC 40 clôture ainsi en hausse de 0,28% à sous les 7.600 points à 7.596,31 points ce vendredi soir. Mais c'est un nouveau record historique en clôture (le record en séance, qui datait du 24 avril 2023, ayant été battu ce jeudi 14 décembre avec un plus haut à 7.653,99 points). Le précédent record en clôture datait du 21 avril dernier à 7.577 points. L'indice vedette parisien avait pourtant gagné près de 0,9% au plus haut de la séance, porté par une dégradation de l'activité privée en zone euro au mois de décembre. De quoi nourrir les espoirs des marchés sur des baisses de taux en Europe l'an prochain. Mais sa progression a été freinée par les déclarations du président de la Fed de New York. Ce dernier a déclaré que les membres du comité de politique monétaire ne parlaient pas, pour l'instant, "vraiment de baisses de taux en ce moment", dans l'émission Squawk Box de CNBC. "Nous sommes très concentrés sur la question qui se pose à nous, à savoir, comme l'a dit le président Powell, si la politique monétaire est suffisamment restrictive pour que l'inflation revienne à 2%. Telle est la question qui se pose à nous", a-t-il déclaré. Ces déclarations viennent donc contredire les propos de Jerome Powell, qui avait reconnu mercredi soir que les membres de la Fed avaient discuté de baisses de taux. Mais cela n'a pas empêché le CAC 40 de gagner 0,93% en rythme hebdomadaire, et d'enchaîner une cinquième semaine en territoire positif. Ce qui n'était plus arrivé à l'indice vedette parisien depuis le mois d'avril. Il faut dire que les banques centrales ont clairement dicté la tendance de ces derniers jours en Bourse. Trois d'entre

elles ont rendu leur dernier verdict de politique monétaire de l'année 2023, avec des avis clairement divergents pour la suite. Si les annonces de la Réserve fédérale américaine (Fed) ont été bien accueillies mercredi soir, en revanche la Banque centrale européenne a tenu un discours de fermeté sur l'évolution des taux, indiquant que les membres de la BCE n'avaient pas discuté de baisses de taux. De son côté, la Banque d'Angleterre préfère temporiser avant d'opter pour des baisses de taux. L'inflation dans le pays a certes chuté à 4,6% sur un an en octobre, mais elle reste encore élevée au goût de l'institution monétaire qui espère la ramener à sa cible des 2%.
Atos réveillé par Airbus
Sur le front des sociétés, Atos a rebondi de 20,5% après des marques d'intérêt d'Airbus pour la division cybersécurité du groupe en vue de son rachat, selon des informations du Figaro. STMicroelectronics a progressé de 2,7%, soutenu par UBS qui est repassé à l'achat sur le titre pour la première fois depuis 2020. La banque suisse juge en effet que la transformation du groupe franco-italien est "sous-évaluée". Du côté des petites et moyennes capitalisations, Chargeurs a flambé de 30,7% pour se caler sur le prix de l'OPA lancée par son dirigeant Michaël Fribourg. En revanche, Focus Home s'effondre de 32,2%, après avoir vu ses comptes semestriels basculer dans le rouge, pénalisés par des ventes poussives de son jeu Atlas Fallen. Sur le marché des changes, l'euro a cédé 0,8% face au dollar à 1,0904 dollar. Le pétrole s'est retourné à la baisse. Le contrat de février sur le Brent de mer du Nord cède 0,07% à 76,56 dollars le baril, tandis que celui de janvier sur le WTI coté à New York perd 0,2% à 71,42 dollars le baril.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 14 Décembre 2023					
Valeur : 18 Décembre 2023					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3512	134.3662
1	EUR	EURO		146.2413	146.3114
1	GBP	POUND STERLING		169.5283	169.5687
100	JPY	JAPANESE YEN		94.6002	94.6174
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8201	18.8233
1	CHF	SWISS FRANC		154.1786	154.2666
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.6745	99.7226
1	DKK	DANISH KRONE		19.6153	19.6195
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.0486	13.0529
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4907	12.4945
1	AED	UAE DIRHAM		36.5810	36.5871
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8136	35.8195
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.4886	436.6792
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7771	43.2070
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.1811	13.1826
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.9084	28.0520
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5374	3.5378
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.3982	178.3982

TURQUIE

L'inflation contraint la patronne de la Banque centrale à retourner chez ses parents

«Nous n'avons pas trouvé de logement à Istanbul. C'est terriblement cher. Nous nous sommes installés chez mes parents», a expliqué au quotidien turc HürriyetHafize Gaye Erkan. Et pour cause. L'inflation a atteint en novembre 62% sur un an en Turquie, alimentée notamment par la dévaluation de la livre turque, et les prix des loyers ont augmenté de 77,1% sur la même période à Istanbul.

La situation est courante chez les jeunes Turcs, moins pour une ancienne cadre de Wall Street: en raison de la hausse massive des prix, la gouverneure de la Banque centrale turque dit avoir été contrainte de retourner vivre chez ses parents. «Nous n'avons pas trouvé de logement à Istanbul. C'est terriblement cher. Nous nous sommes installés chez mes parents», a expliqué au quotidien turc HürriyetHafize Gaye Erkan, qui a

pris ses fonctions début juin après la réélection du président RecepTayyipErdogan. La banquière, âgée de 44 ans, vivait depuis deux décennies aux Etats-Unis, où elle a occupé des postes de responsabilités au sein de plusieurs grandes banques, dont Goldman Sachs.«Est-il possible qu'Istanbul soit devenue plus chère que Manhattan ?», s'interroge-t-elle dans un entretien publié samedi. L'inflation a atteint en novembre 62% sur un an en Turquie, ali-

mentée notamment par la dévaluation de la livre turque, et les prix des loyers ont augmenté de 77,1% sur la même période à Istanbul, d'après une étude de l'université stambouliote de Bahçesehir. Pour tenter d'endiguer l'inflation, la Banque centrale turque a relevé son taux directeur de 8,5% à 40% depuis juin.«Nous arrivons à la fin des mesures de resserrement monétaire», indique toutefois la gouverneure de la Banque centrale, première

femme à diriger l'institution. Face à la gronde des locataires, menacés par l'envolée des prix, le gouvernement turc a plafonné la révision des loyers des logements à 25%. Mais selon des experts, cette mesure n'a fait qu'aggraver les tensions, poussant de nombreux propriétaires à chercher par tous les moyens, parfois frauduleux, à se débarrasser de leurs locataires pour relouer leurs biens parfois plusieurs fois plus cher.

ELONMUSK :

« Le pétrole et le gaz ne doivent pas être diabolisés »

Le pétrole et le gaz ne devraient pas être diabolisés à moyen terme, a déclaré ElonMusk, fondateur du constructeur de voitures électriques Tesla. Il a également déclaré qu'il était important de réduire les émissions de carbone pour préserver la planète. Musk, s'exprimant lors d'un rassemblement politique de droite organisé par le parti des Frères d'Italie de la Première ministre italienne GiorgiaMeloni, a déclaré : « L'alarme sur le changement climatique est exagérée à court terme », ajoutant que le mouvement environnemental est peut-être allé trop loin, provoquant des pertes. Lors du sommet climatique COP28 de ce mois-ci, les représentants de près de 200 pays ont convenu de commencer à réduire la consommation mondiale de combustibles fos-

siles pour éviter le pire du changement climatique, signalant ainsi la fin éventuelle de l'ère du pétrole. Musk a déclaré qu'il se considérait comme un environnementaliste et a ajouté qu'il était important qu'à long terme, les industries réduisent les milliards de tonnes de carbone qu'elles extraient de la terre et rejettent dans l'atmosphère en brûlant des combustibles fossiles.« Nous ne devons pas diaboliser le pétrole et le gaz à moyen terme », a-t-il ajouté. Lorsqu'on lui a demandé si ses entreprises investiraient en Italie, Musk a déclaré qu'il était préoccupé par la baisse du taux de natalité dans le pays. "Je pense que l'Italie est un endroit idéal pour investir, mais je tiens à souligner que je m'inquiète du faible taux de natalité. Si la main-

d'œuvre diminue, qui travaillera dans le pays ?" a-t-il dit. Il a appelé le gouvernement italien à créer des mécanismes économiques pour inciter les familles à avoir plus d'enfants, ajoutant qu'un pays ne pouvait pas compter uniquement sur les flux d'immigration pour combler le déficit. L'Italie a réservé environ 1 milliard d'euros (1,09 milliard de dollars) dans son budget de l'année prochaine pour faire face à la crise démographique du pays. Les naissances en Italie ont chuté l'année dernière pour la 14e année consécutive et sont les plus faibles depuis l'unification du pays en 1861. Parlant du site de réseau social X, Musk a minimisé les inquiétudes concernant une baisse de la publicité sur la plateforme.

DISCUSSIONS ENTRE LA RUSSIE AVEC DES RESPONSABLES DE L'ONU

Fourniture gratuite de céréales aux pays les plus nécessiteux

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Verchinine a discuté de l'approvisionnement gratuit en céréales et en engrais russes des pays les plus nécessiteux du monde avec la secrétaire générale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), RebeccaGrynspan, et le secrétaire général adjoint de l'ONU, Martin Griffiths, a rapporté le minis-

tère russe des Affaires étrangères après la réunion. "Ils ont poursuivi un échange de vues approfondi sur les tâches visant à garantir l'accès sans entrave des engrais et des produits alimentaires russes aux marchés mondiaux, en tenant compte de leur part substantielle et dans le but de surmonter les phénomènes de crise dans le domaine de la sécurité alimen-

taire mondiale et de lutter contre les menaces de famine », indique le communiqué.En outre, ils ont « discuté en détail des exportations agricoles russes qui ont été bloquées en raison des sanctions unilatérales illégales des pays occidentaux ».« Ils ont également prêté attention aux dons humanitaires de céréales et d'engrais nationaux aux pays les plus pauvres du monde », a indiqué le ministère.

POUR LUTTER CONTRE L'ÉNERGIE ET LA MIGRATION

L'Italie prête à investir en Afrique

L'Italie est prête à investir en Afrique à la fois pour obtenir l'énergie nécessaire à la croissance économique mais aussi pour lutter contre les flux migratoires, a déclaré le PDG d'Eni, Claudio Descalzi. Des liens plus solides entre l'Italie et le Continent pourraient apporter des avantages mutuels, a déclaré Descalzi, soulignant que la Chine était présente en Afrique depuis 30 ans pour s'approvisionner en pétrole, en gaz et en matériaux essentiels.

"L'Italie est prête à investir en Afrique... c'est aussi une nécessité car l'énergie circule désormais du Sud vers le Nord et nous devons être ceux qui guident ce flux pour notre bien et celui de l'Afrique", a déclaré Descalzi, s'exprimant lors d'une conférence organisée par le parti du Premier ministre Georgia Meloni, à Rome. Le gouvernement de Meloni a présenté des plans visant à faire de l'Italie une passerelle énergétique entre l'Europe et l'Afrique, en capitalisant sur la demande de ses

voisins cherchant à réduire leur dépendance à l'égard de la Russie. Jusqu'à présent, peu de détails sur le plan diplomatique du gouvernement ont été divulgués, mais des initiatives concrètes concernant l'Afrique pourraient être annoncées l'année prochaine, lorsque l'Italie assurera la présidence tournante du Groupe des Sept. Descalzi a déclaré que jusqu'à présent, les investissements étrangers en Afrique n'ont pas déclenché un développement autonome, ajou-

tant que l'Italie pourrait être confrontée à des flux migratoires encore plus importants. La population africaine devant atteindre 1,8 milliard d'habitants d'ici 2030. Eni a récemment annoncé un plan d'investissement pluriannuel d'une valeur de 7 milliards de dollars en Égypte. Elle a également signé un investissement de plusieurs milliards d'euros en Libye et lancé la création de pôles agricoles dans plusieurs pays africains pour cultiver des semences destinées à la production de biocarburants.

LORS D'UN PRO- CÈS AU VATICAN Un cardinal reconnu coupable pour corruption

Le cardinal Angelo Becciu, le plus haut responsable de l'Eglise catholique a été reconnu coupable samedi de détournement de fonds et de fraude et condamné à cinq ans et demi de prison. L'avocat du prélat italien, Fabio Viglione, a déclaré aux journalistes présents dans la salle d'audience qu'il ferait appel, affirmant que son client était innocent. Becciu, qui vit au Vatican, devrait rester libre pour le moment. Au total, 10 personnes ont été accusées de crimes, notamment de fraude, d'abus de pouvoir et de blanchiment d'argent. Tous ont nié tout acte répréhensible. Il a fallu 25 minutes au président du tribunal, Giuseppe Pignatone, pour lire tous les verdicts et condamnations. Becciu, comme la plupart des autres accusés, a été reconnu coupable de certains chefs d'accusation et acquitté par d'autres.Le procès a duré 86 séances sur deux ans et demi. L'affaire tournait principalement autour de l'achat d'un immeuble à Londres par la Secrétairerie d'Etat, le principal département administratif et diplomatique du Vatican. Becciu, alors archevêque, y occupait la deuxième place en 2013 lorsqu'il a commencé à investir dans un fonds géré par le financier italien RaffaeleMincione, sécurisant environ 45 % du bâtiment situé dans un quartier huppé de la ville. Mincione a été reconnu coupable de détournement de fonds et de blanchiment d'argent et condamné à la même peine que Becciu. Le tribunal a déclaré que Becciu avait été irresponsable et "hautement spéculatif" en investissant plus de 200 millions de dollars avec le fonds de Mincione entre 2013 et 2014, soulignant que cela représentait à l'époque environ un tiers des avoirs de la Secrétairerie d'Etat.

POIDS DES VOITURES

Arrêtons de raconter tout et surtout n'importe quoi !

Au-delà des stéréotypes, la question du poids des véhicules modernes se pose et elle ne se réduit pas à une carrosserie. Les voitures actuelles sont lourdes... mais pas forcément pour de mauvaises raisons. L'automobile moderne consomme plus ! Pas si sûr !

Ça s'en va et ça revient ! Depuis qu'ils sont arrivés sur nos routes à une époque où on les désignait encore sous le terme de 4x4, les voitures hautes sur pattes ont toujours déchainé les passions.

Le chiffon rouge du SUV

Symbole de l'arrogance, de l'individualisme et surtout d'augmentation de la pollution pour leurs détracteurs, ces véhicules que l'on désigne maintenant sous le terme fourre-tout de SUV ont pourtant conquis, à la ville comme à la campagne, une grande partie des automobilistes séduits par leur polyvalence, leur style, leur habitabilité et bien souvent en critère n°1, par le sentiment de sécurité qu'ils procurent au volant. Si tout cela est évidemment subjectif et que nous souhaitons bon courage à ceux qui vont devoir trouver une définition juridique de ce qu'est un SUV afin de les pénaliser comme le souhaite la mairie de Paris (il y a un gouffre entre les petits modèles urbains deux roues motrices, le cœur du marché autour des 1600-1700 kg et les mastodontes de plus de deux tonnes, tout en sachant qu'à ces niveaux de poids on trouve bien sûr d'autres carrosseries !), cette énième polémique est pour nous l'occasion de vous proposer de prendre du recul sur le poids de nos voitures. Et nous avons beau nous appeler l'Automobile Magazine, tout cela dans un esprit non partisan.

LA PAROLE EST A L'ACCUSATION !

Les voitures sont plus lourdes. C'est indéniable

830 kg minimum, 3,71 m de long d'un côté. 980 kg minimum et 4,05 m de long de l'autre. Entre les deux, quarante années d'évolution. Hormis le fait de porter le même blason et d'être une voiture populaire en France, la Peugeot 205 et sa lointaine descendante 208 n'ont rien en commun. Il faut dire qu'en quatre décennies, l'industrie automobile a beaucoup changé, tant portée par les évolutions techniques que réglementaires sans oublier bien sûr les attentes, de plus en plus élevées, des clients. L'exemple choisi ici, avec deux citadines prouve que si la prise de masse des voitures modernes est indéniable, elle n'est pas donc uniquement à verser au dossier à charge des SUV.

Les SUV consomment plus : c'est vrai

Comme vous le savez, il y a la consommation annoncée par les constructeurs d'un côté avec il est vrai une homologation des chiffres plus sévères depuis la mise en place du cycle WLTP en 2017 et de l'autre la vraie vie. Style de conduite, type de parcours, météo, nombre de personnes à bord, les paramètres influant sur la consommation d'un véhicule sont très nombreux. A l'Automobile Magazine, nous mesurons toutes les voitures de la même façon (nos explications en vidéo ici) et ce afin d'obtenir des données comparables entre elles. Si l'on tire au hasard des modèles partageant le même moteur dans notre base de données (vous pouvez essayer par vous-même) le constat est sans appel.



Animé par le même trois cylindres turbo de 100 ch, l'actuel Duster (son remplaçant est à découvrir ici) consomme 1,5 l/100 km de plus qu'une Dacia Sandero doté du même bloc. De la même façon, l'écart est encore plus significatif avec le diesel TDI 150 lorsqu'il anime un Tiguan (lui aussi bientôt remplacé) et la Golf qui réclame avec seulement 5,5 l/100 km en moyenne soit 1,9 l/100 km de moins. Les plus ardents défenseurs de la voiture diront que le match n'est pas fair-play puisque les SUV choisis ici présentent des gabarits supérieurs et rendent, en terme d'habitabilité, davantage de services. C'est vrai. Mais au-delà cet aspect, il est évident que les voitures hautes sont moins efficaces que les basses. Par ailleurs, les SUV sont également plus gourmands en consommables. Freins et pneus sont davantage sollicités. Sur ce dernier point, sachez que les 100% électriques ne sont pas épargnées. Entre le poids très élevé et un couple instantané, les gommes des « wat-tures » sont grandement mises à contribution.

Les voitures pourraient être plus légères. Mais...

La fin de l'abondance, ce n'est sans doute pas encore pour demain dans l'industrie automobile. Si ce n'est pas toujours pour de mauvaises raisons comme on va vous l'expliquer un peu plus loin, il est certains que les voitures modernes embarquent beaucoup d'équipements dont certains peuvent être considérés comme superflus. A-t-on besoin de tant d'écrans ? D'un éclairage d'ambiance à 99 couleurs ? De phares et essuie-glaces automatique alors qu'avant on faisait sans ? Dans l'absolu, la plupart de ces progrès ne représentent qu'une poignée de grammes dans un produit manufacturé dépassant dans l'immense majorité des cas au minimum la tonne. Mais une poignée de grammes de ceci, plus une pincée de cela finit par nous amener à des citadines dépassant les 1300 kg quand il y a quarante ans une Peugeot 205 était largement sous les 900 kg en version de base. Au-delà de ce constat, il est évident que les constructeurs pourraient, avec l'emploi de matériaux légers, concevoir des voitures plus sveltes et par ricochet plus sobres. Cela existe. Mais que cela soit l'aluminium le plastique renforcé de fibre de carbone, le titane, le carbone tout court, cela aurait un coût non négligeable ou

plutôt insupportable pour le consommateur...

Equipements : le client en veut toujours plus...

Verrouillage centralisé, rétroviseur côté passager et les vitres avant électriques : le luxe ! Vous souriez ? Sachez que ces équipements constituaient pourtant un vrai plus au début des années 80 pour la voiture de Monsieur tout le monde. De nos jours, impossible d'imaginer un voyage sans la clim' et votre playlist de favoris à écouter en streaming via l'écran tactile pour tuer le temps du trajet. Certains se plaisent aussi à se faire masser le dos à l'avant ou à l'arrière de recharger une tablette épuisée par des parties incessantes de jeu vidéo. Bref, si l'automobile s'est embourgeoisée à l'excès, ses utilisateurs aussi. Mais on faisait sans tout cela avant. Et sans préjuger de la nécessité d'une climatisation pour ne pas suffoquer dans un sauna roulant l'été, beaucoup des raffinements modernes proposés ne sont pas indispensables à bord. Avec un smartphone, une prise pour le recharger et une connexion Bluetooth, on peut en faire des choses... Demandez à ceux qui roulent en ancienne !

LA PAROLE EST A LA DEFENSE
Seuls les SUV sont lourds : c'est faux !

1300 kg pour une citadine hybride comme la Renault Clio E-Tech. Pas loin de deux tonnes pour une routière du calibre des dernières Mercedes Classe E ou BMW Série 5. Jetez un oeil sur la ligne poids des caractéristiques techniques des voitures modernes confirme une masse de plus en plus élevée et que nos mesures confirment. Bref, contrairement à une idée reçue, les kilos en plus ne concernent pas que les SUV mais toutes les voitures. De fait, si la masse devient un critère pour pénaliser certaines catégories de voitures, il est certains que les punis seront alors nombreux. La plupart des familiales en France dépasse sans peine les 1500 kg...

Le poids participe à la sécurité du véhicule : c'est vrai

Si on proposerait de vous transformer en dummy, ces gentils mannequins utilisés pour les crash-tests et

de vous laisser le choix d'aller vous fracasser à 50 km/h contre un obstacle, quelle voiture choisiriez vous entre une citadine des années 80 et une actuelle ? La seconde option forcément et vous auriez raison car vous vous en sortirez en bien meilleur état ou dit sans ambage, en vie. La première raison qui peut expliquer la prise de poids de nos voitures est sans conteste les considérables progrès de ces dernières décennies tant en matière de sécurité active que passive. Zones de déformations afin de préserver l'habitacle tout en assurant le rôle de tampon pour réduire la vitesse du choc, la structure d'une Peugeot 208 tout comme celle de ses concurrentes est davantage parée que celle d'une vieille auto. pour « limiter la casse » sur ses occupants. Ces derniers sont également davantage protégés à bord avec des systèmes de retenue qui ont grandement progressé et bien sûr la généralisation des airbags, un luxe à l'époque de la 205. Si cette technologie est apparue dans les années 50, elle n'apparaît en effet chez Mercedes qu'en 1981 avec la Classe S ! L'autre immense évolution sécuritaire des voitures modernes tient dans leur capacité à faire éviter l'accident, en agissant à la place du conducteur ou en l'aidant fortement. ABS évitant le blocage des roues, antidérapage ESP limitant les risques de sortie de route sont autant d'équipements nécessitant capteurs et autres centrales de contrôle assurant une sécurité active dont le conducteur du début des années 80 ne pouvait imaginer. A cette époque, seul un bon coup de volant permettait d'éviter de partir à la faute. Sur ce point, la prise de kilos a du bon vous ne trouvez pas ?

Les voitures modernes consomment plus : c'est faux !

Si à taille et motorisation équivalente un SUV consommera plus qu'une berline, les voitures modernes sont plus sobres qu'avant. En clair, les progrès technologiques des motorisations thermiques ont grandement contribué à améliorer les rendements et par ricochet la consommation. Turbo, injection directe, distribution variable... les exemples d'améliorations ne manquent pas. Il convient aussi d'ajouter les énormes progrès des transmissions et notamment ceux de la boîte automatique. A moins de 2 000 tr/mn sur l'autoroute sur le huitième voire le neuvième ou le dixième rapport, un moteur mo-

derne consomme moins qu'un bloc atmosphérique d'il y a vingt-cinq ans dont certains s'époumonnaient à près de 4 000 tr/mn. Et à notre époque, il y a aussi souvent moins de cylindre à nourrir en carburant. Certes, certains feront remarquer que l'amélioration des moteurs et la baisse de leur appétit est gâchée par la prise de poids. Mais à l'Automobile Magazine, les records de consommation des voitures ont été enregistrés avec des modèles récents dont certains sont capables, pour les meilleurs hybrides, de passer sous les 4/100 km en moyenne en ville comme la Toyota Yaris qui pèse, là aussi selon nos mesures, 1 160 kg. Pas loin d'accuser le double sur la bascule (1 933 kg !) et pourtant pas un SUV (!), la dernière Mercedes Classe E diesel se contente de 5,7 l/100 km en moyenne sur l'autoroute, tout en proposant de jolies performances grâce à ses 197 ch. Il y a dix ans, la Classe E de l'époque (déjà 1920 kg !) avec une motorisation équivalente en puissance (300 CDI Bluetech 204 ch) réclamait, là aussi selon nos mesures, 7,4 l/100 km en moyenne sur autoroute soit 1,7 l/100 km. Entretien, outre un nouveau moteur doté des dernières technologies, la boîte de vitesse automatique de la grande Mercedes a gagné deux vitesses de plus pour passer à neuf rapports. Et on peut aussi s'amuser à faire un comparatif avec un SUV moderne et l'archétype du véhicule familial d'avant. Ainsi si un Citroën C5 Aircross actuel de 1522 kg réclame, en diesel HDI 130 ch à boîte mécanique 6,3 l/100 km en moyenne, nos mesures sont moins flatteuses pour le monospace C4 Picasso HDi 115 ch de 2013 (1575 kg, 7 l/100 km en moyenne) ou pour le break C5 HDI 140 de la même époque (1740 kg, 8,4 l/100 km). Et comme la tendance est à la généralisation de l'hybridation, bonne nouvelle : l'appétit des voitures devrait encore chuter.

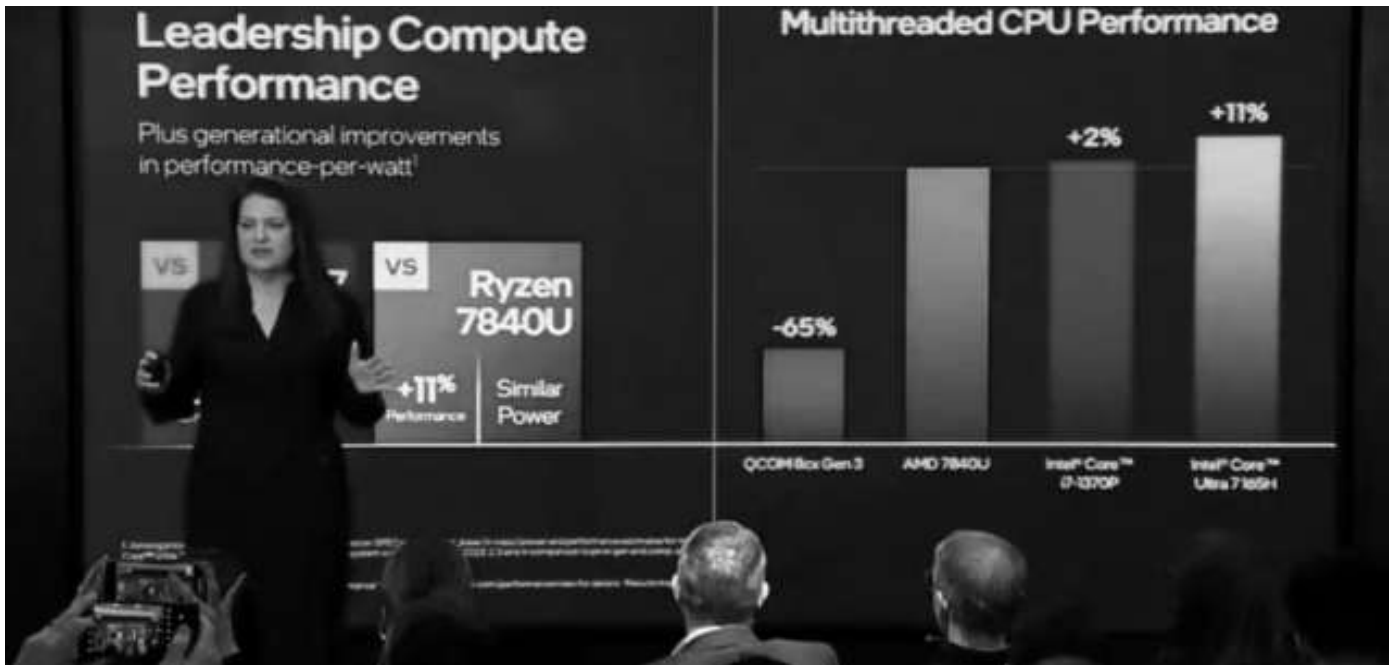
Le bilan : l'automobile entre le marteau et l'enclume

Dire que les SUV sont les seules voitures lourdes est faux, tout comme assurer qu'ils consomment plus que les voitures d'avant. Mais il est indéniable que la prise de poids généralisée des voitures ces dernières années soulève de nombreuses questions légitimes tout comme le fait de voir des carrosseries hautes sur pattes devenir la norme sans que le besoin soit forcément légitimé par l'usage. Si l'on peut pointer du doigt les constructeurs qui abandonnent les silhouettes traditionnelles, ils ne font que répondre à une forte demande et pour certains - c'est une question de survie - n'ont pas d'autre choix. Et on ne peut que saluer l'effort collectif des acteurs de l'industrie automobile pour contrôler l'efficacité des véhicules même si ces derniers seraient sans doute encore plus sobres s'ils étaient plus légers, car c'est un cercle vertueux. Mais entre la maîtrise des coûts d'un côté, la sécurité de l'autre et au milieu le duo consommateur/législateur aux exigences toujours plus fortes, l'automobile moderne est actuellement entre le marteau et l'enclume. Et pour ce qui est du problème du poids, il se pose dorénavant d'autres questions à commencer par le comportement routier sur chaussée humide...

CAPABLES D'ACCÉLÉRER LES TRAITEMENTS IA DANS CERTAINS LOGICIELS

Les Core Ultra d'Intel ouvrent la voie des PC AI

Avec ses Core Ultra (Meteor Lake), Intel propose des puces capables d'accélérer les traitements IA dans certains logiciels (Adobe Creative, TopazLabs, Cisco Webex ou encore Zoom) et jeux vidéo avec un CPU secondé par un GPU (Xe) et un NPU (unité de traitement neuronal).



Avec le lancement de sa dernière puce pour PC portable, la Core Ultra (Meteor Lake) de 14e génération, Intel inaugure l'avènement des PC AI : onze références sont proposées dans cette famille Core Ultra, à la fois dans le segment hautes performances « H » et dans la famille « U » basse consommation (la précédente Série P a disparu). Sans surprise, Intel revendique un leadership en termes de performances par rapport aux puces Ryzen d'AMD, bien que les comparaisons faites lors du point presse aient été réalisées avec l'ancienne famille Ryzen 7000 ou 7040 plutôt qu'avec les Ryzen 8000 récemment annoncés.

Une consommation électrique maîtrisée

Comme Intel l'a expliqué lors de sa présentation, les Core Ultra revendiquent une consommation électrique nettement inférieure grâce à une gravure plus fine (Intel 4). L'amélioration des performances graphiques du circuit ARC est également un des atouts de ces puces selon le fondateur. Le troisième pilier, le NPU intégré dédié à l'IA, est un peu plus obscur : l'essor des PC AI pourrait être un peu plus lent que ce qu'Intel ne souhaiterait. Il est en effet nécessaire que les éditeurs adaptent leurs logiciels à cette unité de traitement neuronal, et ce travail est toujours très lent même si le fondateur fournit une aide précieuse aux développeurs avec ses compilateurs. Que sont les puces Intel Core Ultra ?

Les processeurs Core Ultra d'Intel suppriment le « i » qui figurait dans les versions précédentes des puces Core d'Intel, le remplaçant par l'adjectif Ultra. Précisons qu'Intel utilise désormais trois types de cœurs dans ses puces Ultra : les LP E-cores avec une consommation énergétique encore plus faible, les E-cores de type basse consommation et les P-cores hautes performances, qui utilisent l'hypermultithreading... Et, désormais, les P-cores et les E-cores ont leurs propres vitesses de

boost. Le GPU intégré - avec ses unités graphiques Xe - a sa propre fréquence. Enfin, même les NPU ont leurs propres caractéristiques.

La série H consomme un minimum de 28 watts en puissance de base et peut monter à 64 W ou même 115 W en mode turbo. (Les dirigeants d'Intel ont déclaré que les puces peuvent fonctionner entre 20 W et 35 W, poussant la puissance turbo à 64 W ; sinon, si les puces sont réglées sur 35 W-65 W de puissance de base, la puissance turbo consommée peut atteindre 115 W.) Les versions de la série U du Core Ultra sont conçues comme des processeurs 15 W, avec une puissance turbo pouvant atteindre 57 W. (La série U de 13e génération d'Intel était également composée de pièces de 15 W, montant jusqu'à 55 W.) Intel annonce également quelques ajouts prévus à la famille Core Ultra Meteor Lake, attendus plus tard au cours du premier trimestre, notamment sa première puce Core Ultra 9. La capacité de mémoire disponible varierait en fonction du type de mémoire, c'est-à-dire 64 Go de mémoire LPDDR5 contre 96 Go de mémoire DDR5. Les puces 9W de la série U auront une architecture d'E/S différente, avec moins de voies PCIe 5 et un plus petit nombre de ports Thunderbolt 4, a déclaré VijayKrishnamurthy, directeur principal de la gestion des produits pour le Client Computing Group. Intel insiste sur la consommation réduite de ces puces. La société affirme qu'un ordinateur portable Core Ultra Meteor Lake consommera 79 % d'énergie en moins lorsqu'il est inactif par rapport à un Ryzen 7 7840U. Et pour la lecture d'une vidéo Netflix en streaming, il demanderait 48 % d'énergie en moins que la puce AMD, selon Intel, et 25 % de moins qu'avec un Core i7-1370P.

Une vaste gamme de PC disponible

Ces processeurs Core Ultra apparaîtront dans plus de 230 PC chez une trentaine de fournisseurs, a indiqué Intel. Dell,

Acer et Lenovo sont prêts à livrer des PC AI reposant sur des Core Ultra. Les ordinateurs portables commencent à être expédiés ouvrant la voie au PC AI. Le fondateur travaille avec les fournisseurs d'ordinateurs portables pour concevoir des PC Evo Edition avec dix heures d'autonomie sur des écrans 1080p. (Des résolutions plus élevées réduisent les exigences en matière de durée de vie de la batterie.) La réduction de la consommation d'énergie donne aux ordinateurs portables d'inclure une capacité physique de batterie suffisante pour atteindre cet objectif.

Trois tendances communes se dégagent à la lecture de ce tableau. La persistance de deux cœurs E (LPE) à faible consommation sur les puces des séries H et U ; le NPU de 3e génération, baptisé AI Boost, qui fait suite à l'acquisition de Movidius et à sa première intégration sous forme de carte IA dans certains PC Core de 13e génération ; enfin la différence entre un circuit graphique intégré Arc et un simple Intel Graphics repose sur le nombre d'unités Xe à l'intérieur, ainsi que 16 Go de mémoire système partagée sur un bus double canal.

Les ordinateurs portables équipés de puces Core Ultra n'incluent pas le Thunderbolt 5, mais prendraient en charge quatre ports Thunderbolt 4, au lieu des deux conventionnels. Pour le réseau sans fil, Intel pousse le WiFi 7 à côté du WiFi 6E. Le jeu de composants gère jusqu'à huit lignes PCI 5, plus douze voies PCI 4 (trois connexions X4 et une seule connexion x8). Bien que le chipset prenne en charge deux ports USB3 et 10 ports USB2, ils ne seront pas aussi nombreux sur un laptop.

Les performances attendues

D'après les tests non vérifiés d'Intel, un PC avec un Core Ultra 7 165H surpasse l'AMD 7840U de 12 % en performances monothread. Pour être honnête, AMD vient d'annoncer ses processeurs Ryzen

8000/8040, mais a reconnu qu'ils étaient très similaires sur le plan architectural à la précédente famille Ryzen 7000. Mais ce sont les performances du GPU ARC qui élèvent véritablement le Core Ultra, affirme également Intel. Comparé au Core i7-1370P, le Core Ultra 7 165H le surpasse jusqu'à 100 % sur le jeu Baldur's Gate 3 (à une résolution de 1080p, paramètres moyens), et offre à peu près le même niveau de performances dans un laptop ultrafin avec un AMD Ryzen 7 7840U. Avec le recours à la technologie maison XeSS (Xe Super Sampling), les fréquences d'images peuvent presque tripler par rapport au matériel de 13e génération, a déclaré Intel. XeSS, qui tire parti des instructions d'inférence de l'IA d'Intel pour fluidifier l'affiche, fonctionne sur plus de 90 jeux, ont indiqué les dirigeants.

Quelle est la puissance de l'IA à l'intérieur du Core Ultra ?

C'est cependant dans le domaine de l'IA qu'Intel espère vraiment briller avec ses PC AI. L'architecture Meteor Lake qui sous-tend ces puces Core Ultra est la première d'Intel à intégrer une unité de traitement neuronal (NPU), qui fonctionnera avec le GPU et le CPU pour effectuer des calculs d'IA. Intel revendique 34 000 milliards d'opérations par seconde (34 TOPS). C'est un peu en retrait de ce que prétend Qualcomm avec son Snapdragon X Elite (75 TOPS) et AMD (39 TOPS) avec sa série Ryzen 8040 et son NPU Hawk Point. Mais Intel essaie également de trouver des moyens permettant aux développeurs d'applications de tirer parti de son silicium, afin que ses efforts ne soient pas vains.

Rappelons que les PC AI exécutent l'IA localement, plutôt que dans le cloud. En 2024, cela signifiera que les utilisateurs de ces PC auront le choix entre exécuter une application d'IA dédiée (comme un chatbot ou un générateur d'art comme Stable Diffusion) sur leur matériel local, ou bien utiliser l'une d'une série d'applications existantes recodées pour exploiter l'IA. Intel affirme que jusqu'à 100 fournisseurs d'applications travaillent avec l'entreprise, notamment des éditeurs comme Adobe, Microsoft, Zoom, Audacity, Dolby et Cisco WebEx. La firme souligne également que le NPU peut être utilisé pour améliorer les performances (1,7 fois mieux en diffusion stable, par rapport au Core i7-1370P) et pour économiser de l'énergie (38 % d'énergie en moins utilisée dans Zoom). Les performances d'applications comme Adobe Premiere Pro ou Wondershare Filmora seraient améliorées une fois les fonctionnalités d'IA activées. Il reste à voir si les utilisateurs adopteront ces capacités AI ou utiliseront simplement les PC infusés d'IA, y compris ceux alimentés par le Core Ultra, comme de simples ordinateurs portables traditionnels. Mais le décor est néanmoins planté pour la prochaine génération de PC.

Mots fléchés

Péniblement	↓	Adulé	↓	Protection	↓	Cycle	↓	Tampon	↓	Aiguisé	↓	Crochet de boucher	↓
Publicités		Négation				Impôts romains		Refuse l'évidence		Hollande			
	→	↓				↓		↓		↓			
Naturel	→			Anonyme	→		Mille-pattes	→				Dynamisme	
Dans la gamme							Administrer						
	→		Replacer	→			↓			Brame	→	↓	
			Avion							Relatif à l'Iéon			
Passage urbain	→	↓		Baudet	→			Zéro	→	↓			Ville de l'Orne
Immonde				Édifier									
	→		Permanent	→	↓						Annonce la matière	→	↓
			Oraison								Banque d'images		
Influence	→		↓					Sensualité		Irlande	→	↓	
Pronom familial										Protecteur			
	→		Ville du Brésil	→		Mange à nouveau	→	↓	↓				
			Verre			Crustacés							
Appliqué	→	↓				↓		Étape	→				
Taillis													
	→				Dent	→				Tête de gondole	Usité		Charges de grison
					Longues périodes					↓	↓		↓
S'amuser (se)	→				↓		Obstiné	→		↓		Oboles	
Un peu fou							Ville de Floride						
	→			Carabine	→		↓					↓	
C'est nickel	→		Monnaie	→						Ville du Nigéria	→		
Volcan très actif			Déesse hindoue							Agent de liaison			
	→		↓	Thaïlande	→				Génie nordique	→			
				Deux des romains									
Élu du calendrier		Blond d'été	→	↓	Serpent virtuel	→			Lancers	→			
		Pesée			Couper				Policier				
	→	↓	Impératrice de cinéma	→	↓			Petit baudet	↓	Type de société	→		Ouvre la fenêtre
Bel emplumé	→			Cours élémentaire	→		Argent du chimiste	→	↓	Fabrique d'huiles	→		↓
Ville de Chaldée				Enzyme			A cet endroit			Cheville			
	→		Groseille	→	↓		↓			↓		Cube de jambon	→
			Manière d'aller										
Élargi	→	↓					Glace	→			Terminaison verbale	→	
Théologien allemand													
	→			Critique	→								

L’Algérie a progressé de 14 places dans l’indice de développement des technologies de l’information et de la communication (TIC), selon le dernier rapport de l’Union internationale des télécommunications (UIT). «Après avoir occupé la 102e place, l’Algérie se classe désormais à la 88e sur 169 pays membres de l’Union, avec un score de 77,8 points, dépassant ainsi la moyenne africaine (47,4 points), la moyenne des pays arabes (74,5 points) et la moyenne des pays à revenu moyen (62 points) », précise la même source. L’indice de développement des TIC, publié par l’UIT depuis 2009, est le principal indicateur pour mesurer et évaluer le niveau de développement des TIC dans le monde et les comparer entre eux.

ALGERIA VENTURE-TURKISH AIRLINES

Signature d’un memorandum d’entente

Un memorandum d’entente a été signé, dimanche à Alger, entre l’accélérateur public de start-up « Algeria Venture » et la compagnie aérienne turque « Turkish Airlines », visant à soutenir les startupeurs et les innovateurs pour leur permettre de bénéficier de tarifs préférentiels des billets d’avion. La cérémonie de signature s’est déroulée au Palais des expositions (Pins maritimes) en marge de la 31e édition de la Foire de la Production algérienne. Le document a été cosigné par le Directeur général d’Algeria Venture, Sid Ali Zerrouki et le Directeur général de Turkish Airlines en Algérie, Muhammed Ibrahim Kavranoglu, en présence du ministre de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid et de l’ambassadeur de Turquie à Alger, Muhammet Mucahit Kucukyilmaz. Ce partenariat vise à encourager l’innovation ouverte et à faciliter le développement économique en offrant des réductions spéciales sur les billets d’avion aux start-up labellisées et en exposant les innovations de ces entreprises au niveau international, en sus de l’organisation de workshops et de conférence pour promouvoir cette coopération. M. Zerrouki a souligné, lors de son intervention à cette occasion, que Turkish Airlines avait décidé « d’aider les start-up algériennes à se développer non seulement à l’intérieur du pays mais aussi à l’étranger ». Il a, également, indiqué que la compagnie « transportera les porteurs de projets vers les différentes parties du monde à un prix très attractif, ce qui permettra de renforcer les jeunes compétences en Algérie. » De son côté, M. Kavranoglu a affirmé que la compagnie aérienne « Turkish Airlines » desservait plus de 350 destinations à travers le monde et 60 destinations en Afrique, soulignant que la société soutenait les start-up et l’innovation. « Nous sommes heureux de faire partie de l’écosystème des start-up en Algérie, qui, à notre avis, sera un acteur majeur de l’économie algérienne », a-t-il ajouté. En marge de la Foire de la production algérienne, « Algeria Venture » a signé un accord avec l’opérateur mobile « Djezzy » en vue de contribuer au soutien des propriétaires de start-up en leur permettant de bénéficier, de manière préférentielle, des services fournis par l’entreprise.

LORS DE SON PROCHAIN MANDANT AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L’ONU

Attaf : «L’Algérie œuvrera à renforcer l’influence de l’Afrique»

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l’étranger, Ahmed Attaf, a affirmé, dimanche à Oran, que l’Algérie consacra son prochain mandat au Conseil de sécurité de l’Organisation des Nations Unies (ONU) à œuvrer à renforcer l’influence du continent africain dans les prises de décisions liées aux dossiers y afférents en s’inspirant des positions communes fondées sur les principes et idéaux consacrés dans la charte constitutive de l’Union africaine. Dans son discours, lors de la cérémonie d’ouverture du dixième Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, le ministre a souligné que « conformément aux directives du Président de la République, l’Algérie consacra son prochain mandat au Conseil de sécurité, en coordination avec ses frères des Républiques du Mozambique et de la Sierra Leone, pour représenter au mieux l’Afrique dans cet organe central des Nations Unies et œuvrera à renforcer l’influence de notre continent dans les prises de décisions liées aux dossiers y afférents, en s’inspirant des principes et valeurs de la charte constitutive de l’Union africaine ». Il a, en outre, estimé que « l’ONU a le plus besoin de la voix africaine, celle de la sagesse, de l’engagement et de la responsabilité, alors qu’elle fait face à l’effondrement du système de sécurité collective et d’une paralysie presque totale qui a frappé le Conseil de sécurité de l’ONU et limité sa capacité à répondre et à interagir avec les défis actuels ». Une situation qui « reflète, en toute crédibilité, objectivité et transparence l’état de crise dans les relations internationales, qui constitue, à notre avis, la plus grande menace à la paix et à la sécurité internationales », selon le ministre. M. Attaf a poursuivi: « la communauté internationale est aujourd’hui témoin des graves répercussions du retour de la politique de polarisation entre les puissances mondiales et des résultats désastreux de la montée de l’option de la force comme moyen de résoudre les conflits, faisant fi de la légitimité internationale, désormais piétinée, sans aucun respect aux devoirs dictés par l’ap-



partenance à un système international civilisé et le retour de la méthode sélective dans la détermination des priorités internationales, laquelle méthode re-lègue les priorités de notre continent au dernier plan ». Dans les territoires palestiniens occupés, a ajouté le ministre, « Ghaza, endeuillée, est devenue un cimetière des principes juridiques fondamentaux sur lesquels repose le système international actuel, censés rester une référence pour tout le monde sans discrimination, préférence ou exclusion ». Il déplore que « les civils palestiniens soient privés du droit à la protection garanti par le droit international pour les peuples sous occupation, au moment où les appels du Secrétaire général des Nations Unies n’ont pas trouvé d’échos ». Tout cela a poussé le ministre algérien à dire que « nous sommes face à un tournant fatidique qui déterminera inévitablement l’avenir du système international dans son ensemble, avec les règles, contrôles et mécanismes sur lesquels il est fondé, érigé et établi par la Charte des Nations Unies ». Concernant le continent africain, M. Attaf a indiqué que « les défis sécuritaires ont pris récemment des proportions très graves et inquiétantes à la suite de l’intensification des immixtions étrangères et des conflits de leurs intérêts, qui ont entraîné une détérioration inédite en matière de paix et sécurité », prévenant que « notre continent africain traverse une phase délicate, pleine de contradictions et mêlée d’espoirs ». Le ministre a, en outre, évoqué « les progrès réalisés dans la concrétisation du projet d’intégration continentale, notamment à la lumière de la poursuite des efforts visant à activer la zone de libre-échange continentale, qui est en elle-même un outil à part entière, pour parvenir au développement économique et au progrès social en Afrique ». Il a également abordé « les défis que nous impose la détérioration de la situation sécuritaire et politique à grande échelle et de plus en plus rapide au niveau continental, notamment dans la région sahélo-saharienne, devenue un symbole éminent de l’absence de sécu-

rité et de stabilité, d’Est en Ouest et de la mer Rouge à l’océan Atlantique, sur fond d’aggravation des fléaux du terrorisme et du crime organisé, la prolifération des foyers de tensions et de conflits, la réitération des changements non constitutionnels des gouvernements, ce qui nous rappelle une époque historique que nous pensions irrévocable et qui s’est achevée définitivement ». « Toutes les évolutions nous imposent une nouvelle réalité que nous devons affronter dans un esprit de responsabilité, de fermeté et de rigueur, fondée sur le système de valeurs, de principes et d’idéaux sur lequel et pour lequel notre organisation continentale a été fondée, et sur laquelle nous sommes guidés pour encadrer notre travail collectif commun en Afrique et pour contrôler nos relations avec le reste du monde », a souligné Ahmed Attaf. Dans cette perspective, a ajouté M. Attaf, « l’Algérie, sous la direction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, estime que le parachèvement du projet d’intégration et d’unité africaine doit s’accompagner de mesures pratiques et efficaces, permettant à notre continent de se positionner en tant qu’acteur influent dans le processus de reconstruction des équilibres au niveau mondial, tout en délimitant les caractéristiques du système, une nouvelle communauté internationale dans laquelle notre continent a une voix écoutée, une sécurité garantie et un rôle effectif dans le processus décisionnel international ». Il a, d’autre part, déclaré que « l’Afrique n’a d’autre option que d’unir ses rangs et d’unifier sa parole pour éviter les effets des tensions et des polarisations actuelles, et pour faire booster ses objectifs stratégiques représentés par la correction de l’injustice historique à laquelle elle est confrontée au Conseil de sécurité, en activant les solutions africaines aux problèmes dont souffrent nos pays et nos peuples, du point de vue de la sécurité, politique et économique, et transformer le continent en une puissance mondiale à la lumière de l’Agenda 2063.

PLAINTÉ DEVANT LA CPI CONTRE L’ENTITÉ SIONISTE
L’enquête avance sur de bonnes bases

L’enquête de la Cour pénale internationale (CPI) sur les crimes commis par l’entité sioniste à Ghaza "avance sur de bonnes bases", a indiqué, dimanche, l’avocat français Gilles Devers. Dans une déclaration à l’APS,

Me Devers a expliqué que l’équipe chargée par le procureur de la CPI poursuit "activement" son travail et s’est déjà réunie à deux reprises avec les représentants du collectif d’avocats ayant déposé la plainte contre l’entité sioniste le 9 novembre dernier.

"Après avoir éliminé toutes les brouilles concernant la compétence de la CPI d’enquêter et l’impossibilité de se rendre sur place pour pouvoir le faire, l’équipe chargée par le procureur travaille désormais sereinement", a ajouté le chef de file des initiateurs de

ladite plainte, relevant que "c’est la première fois dans l’histoire de la CPI qu’une plainte est suivie, quelques jours après, par la création d’une équipe d’enquête". "La pratique des anciens procureurs était de ne rien faire et d’attendre le Conseil des

droits de l’Homme désigner une mission de 34 personnes (juristes) pour entamer son travail", a-t-il affirmé, soulignant que "l’acceptation du débat sur le génocide et l’ouverture d’une enquête sont déjà des victoires pour le peuple palestinien".